

INpreCOR

Numéro 361 du 23 octobre au 5 novembre 1992 ♦ 25 FF 6 FS 125 FB

LE RETOUR DU GENDARME RUSSE

● ALLEMAGNE
Les vieux démons

● GUATEMALA
Le combat de
Rigoberta Menchu



● SOMALIE
La charité de la onzième heure

INpreCOR

**SOMMAIRE DU NUMERO 361
DU 23 octobre au 5 novembre 1992**

3

CEI

Le gendarme russe de la CEI
Poul FUNDER LARSEN

8

ALLEMAGNE

La débâcle économique
Hans-Jurgen SCHULZ

10

Les vieux démons
Angela KLEIN

12

ITALIE

« La parole aux ouvriers »
Sergio D'AMIA

12

SOMALIE

La charité de la onzième heure
François PIGUET

17

ISRAEL / PALESTINE

Quand les prisonniers donnent le ton
Michel WARSCHAWSKI

19

PALESTINE

L'opposition durcit le ton
Salah JABER

21

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Le phare de la honte
Andy BROCK

22

GUATEMALA

Rigoberta, prix Nobel de la paix
Ulises MARTINEZ FLORES

23

ETATS-UNIS

Des fissures dans le bipartisme
Keith MANN

25

DANEMARK

L'éclatement des non
Age SKOVRIND

26

YOUGOSLAVIE

Des Liégeois en Slovénie
Interview de M. BROSSE, M. MORDANT et J. GARCIA

27

La guerre en Bosnie-Herzégovine
SU de la IVe INTERNATIONALE

28

POLOGNE

L'"ennemi public numéro un"
Jan MALEWSKI

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Les petites rivières font les grands fleuves ...

La situation est dure pour tout le monde aujourd'hui... Et pourtant, beaucoup de nos lecteurs ont répondu à notre appel au secours ! Nous avons déjà publié une première liste d'une vingtaine de noms, peu après la rentrée. Nous espérons que cette deuxième liste de généreux souscripteurs ne sera pas la dernière...

Nous avons besoin de vous — nous ne nous laisserons pas de le répéter ! — pour qu'*Inprecor* survive ! A vos chèquiers...

Total au 14 octobre 1992 : 8 167 FF.

Jean L. (France) : 100 FF. ; Göran S. (Suède) : 500 FF. ; Joseph S. (Luxembourg) : 70 FF. ; Pascal B. (France) : 170 FF. ; anonyme (France) : 392 FF. ; Lionel A. (France) : 100 FF. ; M. T. (Pays-Bas) : 30 FF. ; D. (France) : 50 FF. ; J. A. (Grande-Bretagne) : 7 livres ; Gerard et Carolyn (USA) : 100 dollars. ; Alma et Aaron (USA) : 50 dollars ; Richard W. (USA) : 50 dollars ; Jacques B. (France) : 640 FF.

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Edition-
Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT

(22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

Pli fermé
France - Europe : 250 FF pour six mois.
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à
l'ordre
de "PEC", à adresser à Inprecor,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence
Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement **Réabonnement**

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Abonnement promotionnel (60 FF, 3 mois)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Le gendarme russe de la CEI

SOUDAIN, la discussion — menée de longue date à l'intérieur des cercles du pouvoir — concernant les objectifs de la politique extérieure de la "nouvelle" Russie, à la fois en relation avec l'"étranger proche" (principalement, la Communauté des Etats indépendants — CEI) et

au sujet du "nouvel ordre mondial", a éclaté au grand jour. Les fractures internes de l'alliance "eltsinienne" étaient de plus en plus évidentes — notamment sur la question de la seconde phase de la réforme économique, concernant laquelle les monétaristes purs et durs, autour du Premier ministre Gaidar, avaient subi les attaques du lobby industriel (1). Mais le débat sur les relations extérieures de la Russie montre, de façon peut-être plus ostentatoire, la nature composite et instable de l'alliance qui soutient Eltsine.

Dans l'appareil, les clivages sur ce sujet étaient déjà manifestes avant la formation de la CEI, en décembre 1991. Au cours des négociations prolongées sur l'union économique entre les anciennes républiques soviétiques, au lendemain du coup d'Etat d'août 1991, deux positions principales sur le rôle de la Russie par rapport aux autres Etats avaient déjà été exprimées.

La première position — d'inspiration "unioniste", accompagnée d'un projet économique conçu par l'expert Yavlinski — prônait à la fois la formation d'une union économique centralisée et d'un centre fort, basé à Moscou, afin de préserver la majeure partie des liens économiques de l'Union soviétique.

Cela impliquait que la Russie assumerait la direction d'une telle union avec l'intégralité du centre de l'ancienne Union — une option qui a été finalement invalidée par la destruction de l'alliance gorbatchévienne au centre et par l'indépendance des républiques de la périphérie.

En même temps, un courant "libéral" — qui s'exprimait en faveur du projet d'union économique de l'ancien collaborateur de Gorbatchev, Chatalin — affirmait qu'il valait mieux qu'au départ la Russie laisse partir les autres républiques, pour ensuite mieux asseoir son hégémonie à

Contre toute attente, le 9 septembre 1992, le président Boris Eltsine a annulé son voyage au Japon — voyage préparé depuis plusieurs mois et sur lequel les libéraux de l'élite dirigeante misaient beaucoup. Ce changement de programme n'est pas qu'une simple manœuvre ; comme le notent les *Izvestia* du 11 septembre 1992 : « L'annulation de la visite témoigne d'un changement du rapport de forces dans la direction russe. »

Poul FUNDER LARSEN

travers son seul poids économique dans la région.

Pour résumer, une stratégie basée sur les garanties institutionnelles de l'hégémonie russe s'opposait à une domination russe assurée essentiellement par des moyens économiques et diplomatiques.

"Centralisme" contre "hégémonie"

Eltsine aurait sans doute préféré l'option "unioniste", mais, pour se débarrasser du vieux centre, et comme résultat de la sécession *de facto* de la plupart des autres républiques de l'Union soviétique — le développement le plus dramatique étant le référendum ukrainien du 1er décembre 1991 —, il dut se résoudre à une solution plus proche du second modèle. La CEI a été le fruit du compromis qui s'en est suivi.

Les "eltsiniens" affirment que cette « rupture avec le passé totalitaire de l'URSS » et la construction de la CEI étaient conformes à la volonté des Russes. Mais il est très difficile de prouver — voire même

de rendre crédible — une telle affirmation, étant donné que la CEI a été mise au point à huis clos et qu'Eltsine n'a laissé aucune chance à la population d'exprimer son sentiment sur cette question constitutionnelle décisive (par exemple, par un référendum). Il est peu probable que

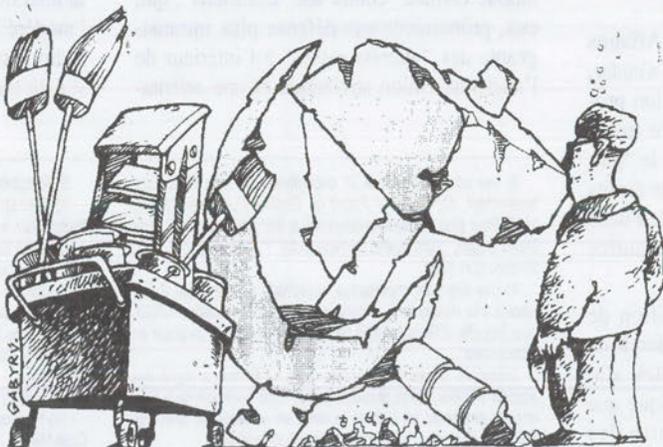
la majorité des Russes aurait approuvé la construction de la CEI — bien qu'une minorité seulement souhaite un retour de l'URSS sous sa forme bureaucratique et hyper-centralisée. Reste le fait qu'une majorité nette en Russie (de même qu'en Ukraine, au Kazakhstan et ailleurs) a voté pour le concept, même vague, d'"union renouée", lors du référendum du 17 mars 1991.

Un récent sondage montrait que le soutien à un certain type d'union restait très fort en Russie — 69 % des Moscovites affirment être affligés par la désintégration de l'ancienne Union soviétique (2).

Il est important d'analyser la véritable genèse de la CEI : la Communauté des Etats indépendants, fondée à Minsk le 8 décembre 1991, comptait seulement trois républiques — la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie. Cette décision unilatérale de la part de ces trois républiques — les plus prospères après le départ des Pays baltes — a suscité la colère des laissés-pour-compte, principalement les républiques d'Asie centrale et transcaucasiennes.

Une communauté aux forceps

Deux semaines après sa proclamation, huit autres républiques rejoignaient la CEI au sommet d'Alma-Ata, mais la logique de l'accord de Minsk — apparemment orchestré par la Russie — demeurait : les membres de "première classe" restaient liés entre eux, par une série d'accords et d'institutions formalisés (avec également l'espoir de tenir l'Ukraine "indisciplinée" à sa place), tandis que les républiques de



1) Pour un traitement plus détaillé de ce sujet, voir "Plan de misère", *Inprecor* n° 358 du 11 septembre 1992.

2) *Izvestia*, 24 août 1992. Sur la formation de la CEI, voir *Inprecor* n° 345 du 31 janvier 1992.

“seconde classe” n’avaient plus aucune influence politique, mais pour des raisons économiques, étaient contraintes de demeurer des “satellites” de la communauté slave (3).

Cette attitude de “cavalier seul” est une constante dans les relations de la direction russe avec les autres républiques — au-delà de ses démêlés internes sur les caractères spécifiques de ses relations avec le “proche étranger”. La preuve est apportée par l’appropriation par la Russie de la plupart des institutions de l’ancienne Union, et se revendiquant, en plus, comme le seul “successeur” de l’Union soviétique dans l’arène internationale — au Conseil de sécurité de l’Organisation des Nations-Unies (ONU), par exemple (4).

Cette ligne de conduite est évidemment basée sur le potentiel géo-politique et économique important de la Russie — qui dispose, en effet, de 61 % du produit national brut (PNB), de 76 % du territoire, de 90 % du pétrole et de 75 % du gaz naturel de l’ancienne URSS (5). La Russie dépend moins que les autres, en principe, du maintien des liens économiques de l’ancienne URSS — en 1988, ses échanges avec les autres républiques représentaient 13 % du PNB, alors qu’ils étaient de 27 % pour l’Ukraine, de 29 % pour le Kazakhstan et de 34 à 50 % pour toutes les autres républiques. La plupart des analyses confirment que la Russie profitera de la modification générale du commerce dans la CEI, consécutive à l’introduction des cours du marché mondial. Il est néanmoins évident que la rupture des liaisons inter-républiques entre entreprises va causer des ravages dans les économies de tous les Etats — en 1992, le commerce russe avec les autres membres de la CEI a été réduit de 48 % (6).

L’Occident comme boussole

Andrei Kozirev, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Eltsine-Gaïdar, est devenu un symbole de l’orientation pro-occidentale de la politique étrangère russe. En matière de relations extérieures, le “gaïdarisme” consiste à prioriser les liens étroits — c’est-à-dire l’obédience — avec le Fonds monétaire international (FMI) et d’autres institutions occidentales.

A vrai dire, l’absence de position de principe et les tentatives de conciliation avec les principales puissances impérialistes, afin d’obtenir autant de soutien économique que possible, semble être un *leitmotiv* des

affaires étrangères russes. C’est ainsi qu’il faut comprendre, la position russe concernant la crise yougoslave : au départ, les dirigeants russes avaient des réticences à soutenir les sanctions contre la Serbie, mais, finalement, ils s’y sont ralliés.

Un hebdomadaire conservateur a reproduit un mémorandum de l’ambassadeur russe au Nations-Unies : « *Il est très important de ne pas s’opposer sur ce point aux pays occidentaux et aux Etats-Unis, où l’opinion publique est fortement anti-Milosevic. (...) Notre pays ne doit pas être assimilé à Milosevic, surtout pas à la veille du sommet qui se tiendra aux Etats-Unis* » (7).

Toutefois, comme le gouvernement Gaïdar rencontre une opposition croissante, les pressions sur Kozirev pour qu’il modifie le

tion aussi bien tournée vers l’Asie et le Moyen-Orient que vers les puissances occidentales et leurs institutions — la Communauté économique (CE), par exemple (8).

La perspective des “atlantistes” est, en réalité, une continuation et un approfondissement du projet Gorbatchev/Chevarnadzé, tandis que les “Eurasiens” veulent, au moins, une rupture partielle dans la ligne prévalant dans la politique extérieure soviétique depuis 1985. Ces deux courants coïncident grosso modo avec les différentes perceptions des réformes économiques à l’intérieur du bloc eltsinien — la ligne ultramoderniste de Gaïdar, et les orientations de l’alliance des industriels autour de Volsky/Routskoï.

Ce conflit refait surface à l’occasion de la discussion sur l’éventuelle mise sur pied d’un ministère séparé pour les affaires de la CEI — indépendant du ministère des Affaires étrangères de Kozirev. Stankevitch est un candidat potentiel pour un tel poste — une nomination qui devrait accentuer l’approche interventionniste de la Russie dans ses relations avec le “proche étranger”. Stankevitch a réclamé des sanctions contre l’Estonie

et la Lettonie, à cause du traitement infligé aux minorités russes dans ces Etats, et, au début de l’été 1992, il a accusé la Moldavie de pratiquer « *l’assassinat systématique des russophones* » (9).

Pompiers pyromanes

Tout au long du printemps et de l’été 1992, la Moldavie et la question de la région du Transnistrie ont été le terrain d’essai pour la nouvelle approche interventionniste, qui gagne en audience dans les états-majors de la direction russe (10). Le cas de Kozirev, le “modéré”, est parlant : en avril 1992, sur une radio russe, dans une intervention mesurée, il a dit que les Russes ne devaient « *pas pro-*



cours de la politique étrangère russe augmentent aussi. Dans un article important, paru dans la publication libérale *Nevassimaïa Gazeta*, au printemps 1992, Sergueï Stankevitch, un conseiller de Boris Eltsine, critiquait Kozirev. Stankevitch signalait l’existence de deux positions principales parmi les cercles gouvernants sur « *la place de la Russie dans le monde* ».

D’une part, les “atlantistes” voudraient donner la priorité aux relations avec l’Occident et ancrer fermement la Russie dans les institutions de la prétendue “communauté du monde civilisé” contre les “Eurasiens”, qui, eux, prôneraient une défense plus intransigeante des “intérêts russes” à l’intérieur de l’ancienne Union soviétique et une orienta-

3) Les accords des 8 et 21 décembre 1991 sont reproduits, notamment, dans *Labour Focus on Eastern Europe* de janvier 1992. Pour plus de commentaires sur la formation de la CEI, voir David Seppo, “Vers quelle ‘communauté’?”, *Inprecor* n° 343 du 20 décembre 1991.

4) Une des plus importantes exceptions à cette règle a été, jusqu’à très récemment, la dette extérieure de l’ancienne URSS, pour laquelle la Russie n’était pas pressée du tout de se poser en “successeur”.

Toutefois, durant les derniers mois, la Russie a signé des accords bilatéraux avec plusieurs autres Etats membres de la CEI, chacun assumant sa part de la dette en échange de biens de l’URSS à l’étranger (les ambassades entres autres).

5) *Narodnoe Khozyaïstvo SSSR v 1990 godu*, Moscou 1991.

6) *Izvestia*, 18 septembre 1992. Le président kazakh, Nazarbaïev, a récemment affirmé que 85 % de la chute de la production des Etats de la CEI pouvait être attribuée à la rupture des liens économiques entre les républiques.

7) *Den*, du 7 au 13 juin 1992.

8) *Nevassimaïa Gazeta*, 28 mars 1992. Ce clivage a, bien entendu, une histoire — par exemple, dans la distinction traditionnelle entre slavophiles et occidentalistes (*zapadniks*) dans la pensée russe.

9) *Trud*, 12 juin 1992 et *Izvestia*, 8 juillet 1992.

10) Pour connaître la toile de fond du conflit de Transnistrie, voir Colin Meade, “L’enjeu moldave”, *Inprecor* n° 356 du 3 juillet 1992.

voquer des sentiments russophobes en Moldavie, parce que 75 % des Russes et russo-phones vivant en Moldavie habitent au-delà de la Dniestr, sur sa rive droite » — reconnaissant implicitement que, même sur la rive gauche, les Russes constituent une minorité (environ 25 %). Pourtant deux mois plus tard, le ton avait changé — dans une interview aux *Izvestia*, sous le titre "Andreï Kozirev n'exclut pas la possibilité d'une modification des frontières à l'intérieur de la CEI", le ministre des Affaires étrangères a émis des propos de mauvais augure : « Concernant la région de Transnistrie, il est important que la Moldavie abandonne ses positions irréalistes. Je ne comprends pas pourquoi la Moldavie devrait à tout prix être un Etat unitaire, quand il inclut des régions comme le Transnistrie et celle où vivent les Gagaouzes. (...) Il est indispensable d'accorder à la Transnistrie un statut juridique et particulier — pour l'instant, à l'intérieur de la Moldavie — il n'y a pas aujourd'hui d'autre issue. Plus tard, il y aura peut-être des solutions différentes » (11).

La provocation, une méthode de direction

Kozirev reste dans les limites du discours diplomatique, mais d'autres ont été plus précis dans leurs propos. Le nouveau commandant de la 14e armée russe, stationnée en Transnistrie, Alexander Lebed, qui a remplacé un général moins belliqueux, fin juin 1992, a fait clairement savoir que le conflit avec le gouvernement fasciste moldave ne pourrait, à son avis, être résolu que par la sécession de la Transnistrie — et sa probable incorporation à la Russie. Il ne s'agit pas seulement là d'un écart de langage chauvin, car la 14e armée russe ainsi que toutes les institutions russes aident les insurgés slaves : « L'aide est apportée en sous-main. Les employés du ministère de l'Intérieur russe servent dans le bataillon de la Dniestr, l'équivalent des troupes spéciales du ministère [de l'Intérieur, ndlr] (OMON) dans la République de Transnistrie. Le gouvernement russe fait semblant de ne rien voir, alors que des usines russes vendent à Tiraspol des armes à feu et des véhicules militaires, qui étaient bons pour la ferraille. (...) Des volontaires venus de Russie — pas seulement des Cosaques — se battent au sein de différentes formations armées sans que la justice russe ne les inculpe du moindre crime » (12).

Pour l'heure, les hostilités ont cessé, grâce à un cessez-le-feu moldavo-russe mais, en réalité, la Russie est parvenue à arracher d'importantes concessions en utilisant la République de Transnistrie autoproclamée — qui continue à développer ses

structures internes — comme un bélier. Bien que le cas de la Moldavie soit l'exemple le plus parlant des interférences russes, on pourrait en citer d'autres.

En Géorgie, par exemple, on peut penser que la Russie a joué un rôle clef dans le renversement du président Gamsakhourdia par un coup d'Etat qui a installé au pouvoir Chevarnadzé, supposément loyal à Moscou.

Mais les relations russo-géorgiennes ont, malgré cela, été récemment moins que cordiales.

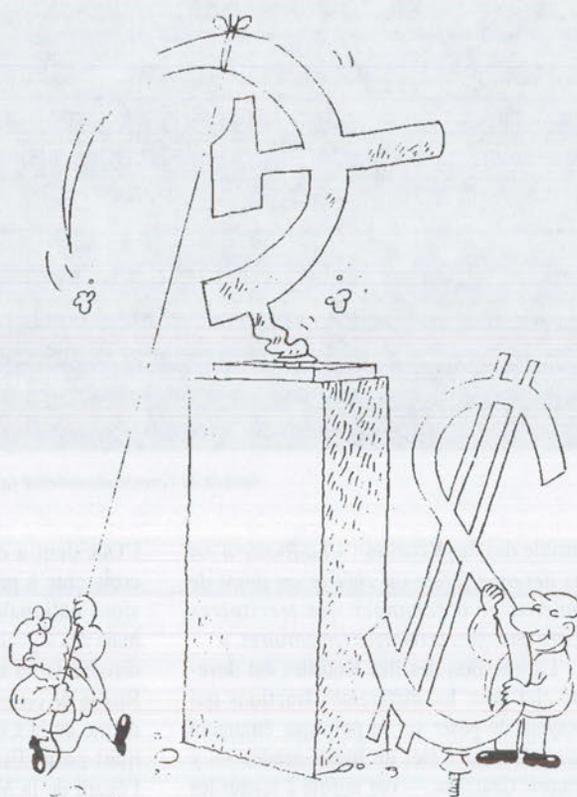
La demande d'incorporation à la Russie de l'Ossétie du Sud, réfractaire, a été entendue au sein du Soviet suprême russe — et lors d'une rencontre avec les Cosaques de Russie méridionale, Eltsine a déclaré que les révisions de frontières avec la Géorgie n'était pas définitivement réglées (13).

Les tout derniers développements en Abkhazie, où Eltsine menace d'intervenir directement, et au Tadjikistan, où les forces russes sont en train d'être déployées, soulignent le tournant dans le sens d'une plus grande intervention directe de la part de la Russie.

Il y a aussi des signes indéniables des ambitions impériales de la direction Eltsine dans ses relations avec l'Ukraine, notamment sur la question de la Crimée. En août 1992, Routskoï a déclaré, avec la brutalité qui lui est coutumière, en s'adressant au conseil des Atamans (chefs) cosaques : « La Crimée était russe — elle a été arrosée de sang russe, et doit rester russe » (14). Le fait que ce genre de commentaire ait été fait deux mois après le sommet russo-ukrainien de Dagomys — qui semblait avoir introduit un certain apaisement dans les relations entre les deux pays —, est révélateur de l'instabilité et de la lutte de fractions continue qui se déroule au sein de la direction russe.

Redistribution des cartes

Cette évolution dans les comportements de la Russie envers les autres Etats de la CEI coïncide avec un changement important au sein de l'establishment de la défense russe. En mai 1992, Eltsine, a, de façon surprenante, nommé le général conservateur et vétéran de la guerre d'Afghanistan, Pavel Gratchev,



au poste de ministre de la Défense russe. Dans la foulée, plusieurs "faucons" conservateurs — dont la plupart avait fait leurs preuves en Afghanistan — ont été promus à de hautes fonctions à la tête de l'armée russe. La promotion au poste de Vice-ministre de la Défense de l'archi-réactionnaire Boris Gromov — ancien bras-droit de Boris Pougov, le ministre de l'Intérieur qui s'est suicidé à la suite du coup manqué d'août 1991 — a peut-être été le changement le plus significatif. Mais d'autres militaires conservateurs — entre autres le célèbre ancien commandant des troupes soviétiques en Pologne, Dubynin, et Alexander Lebed — ont également été promus à des postes importants.

Tandis que les conservateurs jouent un rôle de plus en plus essentiel, le haut-commandement de la CEI, sous la direction d'Evgueni Chapochnikov, est en train de perdre du terrain. Mais, même ce dernier a critiqué la ligne qui prévaut actuellement en Russie en matière de relations extérieures. Fin juin, il s'est ouvertement prononcé contre toute concession au Japon sur le sujet

11) *Izvestia*, 9 juin 1992. Les Gagaouzes constituent une minorité turcophone de Moldavie.

12) *Sobesednik* n° 30, juillet 1992.

13) *ITAR-TASS*, 22 juillet 1992. Le gouvernement géorgien a déclaré à plusieurs reprises que des troupes russes sont engagées dans le conflit en Ossétie du Sud. Voir, par exemple, *Izvestia*, 20 juin 1992.

14) Cité par le *RFE/RL Bulletin de recherche* n° 33 de 1992. La Crimée a été transférée à l'Ukraine en 1954. Environ deux tiers de sa population est russe ; néanmoins 54,1 % de ses habitants ont voté pour l'indépendance de l'Ukraine lors du référendum de décembre 1991.



Soldats de l'armée ukrainienne (anciennement soviétique) lors de manœuvres (DR).

sensible des îles Kouriles : « *La Russie n'est pas devenue faible ou chétive au point de commencer à échanger des territoires contre quelques avantages temporaires.* »

La question des îles Kouriles est devenue clef pour les différentes fractions qui essayent de peser sur la politique étrangère russe. Durant l'été, de hauts-gradés — y compris Gratchev — ont appelé à rejeter les revendications territoriales japonaises. Ceci a été plus d'une fois exprimé dans des commentaires publics, contredisant frontalement la ligne officielle prudente d'Eltsine et de Kozirev. De plus, les secteurs qui refusent des concessions semblent pouvoir compter sur un soutien considérable de la population. Selon un sondage effectué la veille du départ prévu d'Eltsine, 76 % des personnes interrogées étaient hostiles à la cession des îles, alors que seulement 13 % y étaient favorables (15).

Les forces opposées à l'orientation occidentale de Kozirev ont trouvé un écho dans l'opinion publique grâce à leurs slogans populistes sur l'intégrité territoriale de la Russie et la nécessité de défendre les 25 millions de Russes vivant à l'étranger (c'est-à-dire les autres anciennes républiques soviétiques).

L'épouvantail d'un exode des Russes depuis les républiques non-russes a été agité — alors que le nombre des Russes qui reviennent était de l'ordre de 500 000 en 1991, et que 600 000 autres sont attendus cette année (16).

La surenchère nationaliste

Quoi qu'il en soit, l'objectif de cette rhétorique — adoptée par une partie importante de l'élite russe — est clair : il porte sur la question du "devenir de l'Etat russe" sur les devants de la scène, à une période de crise socio-économique sans précédent, de façon à paver la voie à des solutions nationalistes et autoritaires (17).

Dans des commentaires officiels,

l'Occident a exprimé une préoccupation croissante à propos de la montée des tensions nationales dans l'ancienne URSS ; mais des signes montrent, en réalité, que ses dirigeants ne sont pas contre l'octroi à la Russie de certaines libertés en tant que gardienne de la CEI. Il était frappant de voir à quel point Eltsine avait durci le ton à l'égard de la Moldavie, par exemple, à son retour d'une rencontre avec l'administration des Etats-Unis, en juin 1992. Cela a sans doute apporté de l'eau au moulin de la fraction "interventionniste" au sein de la direction russe — poussant certains de ses membres à formuler une nouvelle "doctrine Monroe" pour la CEI et ses environs.

Le président de la commission du Soviet suprême pour les Affaires étrangères, Evgueni Ambartsoumov, l'a dit clairement : « *En tant que successeur légal, internationalement reconnu, de l'URSS, la politique étrangère de la Fédération russe doit être basée sur une doctrine qui fasse de la totalité de l'espace géopolitique de l'ancienne Union une sphère d'intérêts vitaux — suivant en cela l'exemple de la doctrine Monroe des Etats-Unis en Amérique latine.* » Mais ceci doit être fait en bonne intelligence avec les puissances occidentales : « *La Russie doit être investie par la communauté internationale du rôle de garant politique et militaire de la stabilité sur tout le territoire de l'ancienne URSS* » (18).

Malgré leur vision "interventionniste" croissante, les eltsiniens maintiennent envers et contre tous que le danger de "chauvinisme russe" ne vient que de la prétendue alliance "rouge et brune" des staliniens et des nationalistes russes. Celle-ci a organisé — sous la bannière du front Russie ouvrière (Trudovaïa Rossiia) — une série de manifestations à Moscou, tout au long de l'hiver et du printemps 1992, rassemblant une foule estimée entre 30 000 et 60 000 personnes.

Mais le profil "nationaliste" de ce front, et sa nostalgie de Brejnev, et même de Staline, limitent son audience à des cercles

étroits et l'empêchent de toucher de larges couches de travailleurs.

Russie ouvrière est, dans la pratique, devenu un épouvantail utile aux libéraux pour stigmatiser toute sorte d'opposition, en brandissant constamment la menace d'un putsch "rouge et brun". En réalité, le principal danger ne vient pas des groupes "pro-communistes" éparpillés qui réclament la résurrection de l'Union soviétique, mais, il réside en fait, dans la rhétorique chauvine — et le soutien ouvert à des pratiques chauvinistes — qui gagne du terrain, y compris parmi la portion prétendument "respectable" de la scène politique.

L'alliance grand-russe

La formation, à la mi-juin 1992, de l'Assemblée nationale russe en est un symptôme.

Cette nouvelle organisation rassemble des nationalistes et des staliniens, mais aussi d'éminents ténors de l'aile libérale de la politique russe — par exemple, le "gouverneur" de l'île Sakhaline, dans l'Extrême-Orient russe, Valentin Fédorov — et des conservateurs modérés.

L'Assemblée prône la constitution d'une Grande-Russie dont les frontières seraient celles de l'ancienne URSS, et met aussi en avant l'idée d'une "représentation proportionnelle" dans la vie publique — une proposition destinée à limiter le prétendu rôle

15) *Izvestia*, 7 septembre 1992. La résistance populaire contre les revendications japonaises a été, en partie, alimentée par le chantage non dissimulé du gouvernement japonais, qui refuse toute aide économique substantielle à la Russie tant que les problèmes territoriaux n'auront pas été résolus.

16) *Reuters*, 29 juin 1992.

17) Evidemment ceci n'implique en aucune façon un "coup de torchon" dans les directions des républiques non-russes. La majeure partie de leurs "nouveaux" régimes — qui sont le plus souvent solidement ancrés dans la vieille bureaucratie — ont été portés au pouvoir par des mouvements nationaux-démocratiques ; mais leur prestation en matière de démocratie interne et de respect des minorités nationales est, dans la plupart des cas, médiocre.

18) *Izvestia*, 7 août 1992.

des juifs par exemple, supposément "sur-représentés" dans le monde politique et culturel.

Sur les marges de ce "courant principal nationaliste", se développent — selon les médias — un nombre croissant de petits groupes et partis, qui adhèrent à des positions ouvertement fascistes (19). Le regain d'activité des Cosaques, qui ont été formellement réhabilités par Eltsine par un décret de juin 1992, est un autre signe du renforcement de l'activisme nationaliste en Russie. En Russie orientale, plus particulièrement, des groupes de Cosaques, opérant avec de plus en plus d'assurance, organisent des attaques contre les autres nationalités.

Mais, tandis que les tendances centralisatrices et grand-russes progressent, des tendances centrifuges sont à l'œuvre au sein même de la Russie, qui, à moyen terme, représentent un certain danger pour les réformes pro-capitalistes. Le processus de fédéralisation, des minorités nationales et des régions qui optent pour une souveraineté accrue, voire pour l'indépendance, est en cours dans toutes les anciennes républiques soviétiques, mais, aujourd'hui, également en Russie, avec plus de 100 nationalités (20). Le référendum d'indépendance du Tatarstan — formellement une "République soviétique autonome" à l'intérieur de la Russie — du 21 mars 1992, a montré le potentiel explosif de cette question (21).

Même si Eltsine parvient à imposer un "traité fédératif" cette année, les problèmes essentiels ne seront pas pour autant résolus. Au contraire, les réformes libérales accroissent les inégalités et les contradictions entre régions, chacune essayant de défendre ses propres intérêts face aux pressions des autres et, en particulier, du centre. Un avant-goût de cela a été donné par le congrès des régions sibériennes qui, au début de l'été 1992, a coupé court à la menace de formation de républiques sibériennes. Le risque de tendances sécessionnistes en Sibérie et en Extrême-Orient russe a été un argument avancé contre les concessions au sujet des îles Kouriles — qui aurait pu soulever la fureur dans la région.

La principale pierre d'achoppement dans les relations entre le centre et les régions restent les liens financiers, notamment la répartition des impôts sur le revenu.

Fin juin, la vaste région de Tchélyabinsk, a prévenu le centre qu'à l'avenir elle garderait un plus gros pourcentage des impôts pour son propre budget, au lieu de le transférer au centre, celui-ci n'allouant pas les moyens nécessaires pour le fonctionnement de l'industrie régionale, par exemple. Pendant ce temps, les républiques du Tatarstan, du Bachkortostan et de Yakoutie — toutes en Russie — annonçaient qu'elles affecteraient la totalité des impôts locaux à

leurs propres budgets, contrairement à la décision du Soviet suprême russe.

Cette tendance, qui pourrait à la longue saper toute possibilité de gouverner la fédération, pourrait s'accroître.

Il semble donc y avoir au moins un point d'accord entre les dirigeants régionaux qui sont loyaux à Moscou et ceux qui ne le sont pas. Eltsine a dû récemment avouer l'ampleur du phénomène des régions "ingouvernables" : « *Le président a affirmé que la proportion entre les régions où il y a eu accord entre la législature (régionale) et les représentants de l'exécutif (national), et celles où il n'y en a pas eu, est d'environ moitié-moitié* » (22).

Une "communauté" en jachère

Il n'est pas surprenant — étant donné le niveau des troubles socio-économiques dans chaque République — que la CEI ne soit pas devenue une structure de travail opérationnelle. Tout au long du printemps 1992, la construction de la CEI a semblé être au bord de la panne. La libérale *Nevassimaïa Gazeta* concluait, en avril 1992 : « *La réalité des quatre premiers mois d'existence formelle de la CEI est que, durant cette période, la construction d'une communauté viable a échoué — et que le processus de désintégration est allé si loin que le concept même de communauté est en crise* » (23). Ce jugement reste valable aujourd'hui, dans la mesure où la CEI n'a même pas été capable de produire ne serait-ce qu'une charte ou de mettre en place des institutions interétatiques détenant le pouvoir de prendre des décisions communes. La CEI pourrait pourtant survivre plus longtemps qu'initialement prévu, mais plutôt comme une association lâche entre Etats développant une coopération à (au moins) deux vitesses.

Alors que la Russie était officiellement favorable au développement du cadre et des institutions de la CEI, ses dirigeants n'ont cessé de les mettre en conformité avec leur propre programme, même au détriment des autres Etats. La politique monétaire offre un bon exemple de cette attitude : la Russie a joué le rôle d'élève modèle du FMI. Pour appliquer les réductions monétaires drastiques qui lui avaient été prescrites, une série de mesures ont été introduites — en partie à travers les institutions financières de l'ancienne URSS — qui ont, en fait, placé les autres Etats devant l'alternative suivante : se soumettre aux diktats de la Banque centrale russe ou quitter la "zone rouble". Certains l'ont quitté — ou ont annoncé leur intention de le faire — parmi ceux-ci l'Ukraine, tandis que les autres sont plus ou moins contraints de rester à cause de leur dépendance vis-à-vis de la Russie.

Par conséquent, la Russie détient les leviers de commande de la politique monétaire, de même qu'elle s'est fermement assurée le contrôle des forces militaires de la CEI. Les problèmes majeurs ont été, pour l'heure, les conflits avec l'Ukraine sur la flotte de la Mer Noire et le contrôle des armes nucléaires stratégiques.

Il n'y a cependant pas d'ambiguïté sur le rapport de forces réel. Le commandant en chef (russe) des forces de la CEI, Chapochnikov a, entre autres, annoncé que « *des commandants de diverses sections des forces armées russes suppléeront les commandants en chef de la CEI, parce que 80 % des forces aériennes, navales et des infrastructures de défense anti-aériennes appartiennent à la Russie* » (24).

Le dénouement de la lutte politique qui se déroule en Russie, concernant sa « *place dans le monde* », aura des répercussions importantes non seulement internes, mais également dans toute la CEI.

En l'absence de mouvement de masse capable de proposer d'autres perspectives, l'essentiel de l'establishment politique glisse vers des positions toujours plus autoritaires et "interventionnistes". Mais la question de savoir si d'autres forces — en dehors des fractions rivales de la bureaucratie — peuvent faire valoir leur conception d'une alternative à la "solution" des conflits inter-républicains et nationaux pour la domination économique et l'intervention militaire, reste posée. ★

7 octobre 1992

19) *Izvestia*, du 18 septembre 1992, fait un constat inquiétant sur la collaboration entre des secteurs de la police de Saint-Petersbourg (la milice) et divers groupes fascistes. Il faut, toutefois, mentionner qu'il ne s'agit pas encore d'un phénomène de masse.

20) Les statistiques prouvent que plus de 65 millions de personnes vivent, sur le territoire de l'ancienne URSS, en dehors de "leur" propre république nationale.

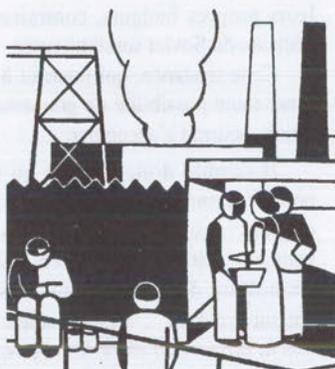
21) Il y a des régions et des républiques, pour l'heure incluses dans la Russie, qui veulent accéder à une vraie indépendance — comme c'est le cas pour le Tatarstan et d'autres régions du Caucase — cela pourrait évidemment conduire à des conflits ouverts, voire armés, comme l'ont montré les menaces d'Eltsine d'utiliser la force contre la Tchétchénie-Ingouchie rebelle, en automne 1991.

22) *Izvestia*, 14 septembre 1992.

23) *Nevassimaïa Gazeta*, 22 avril 1992.

24) *ITAR-TASS*, 8 juillet 1992.

La débâcle économique



La crise actuelle du système monétaire européen plonge ses racines dans la chute du Mur de Berlin, plus précisément dans les taux d'intérêts élevés pratiqués depuis par l'Allemagne. En effet, l'Etat allemand essaie ainsi de combler les coûts de l'absorption de l'Allemagne de l'Est (voir *Inprecor* n° 356 du 3 juillet 1992). Pour assurer le décollage économique de la partie orientale, Kohl cherche à mettre en place un "pacte de solidarité" qui doit associer, selon lui, toutes les composantes politiques, économiques et sociales du pays. Comme ailleurs en Europe, cet accord risque fort de se traduire par un "pacte de rigueur" accru pour les travailleurs allemands.

Hans-Jürgen SCHULZ



AU PRINTEMPS 1990, lors de l'unification allemande, nombreux étaient ceux qui croyaient que l'introduction de l'économie de marché dans l'ancienne République démocratique allemande (RDA)

résoudrait tous les problèmes. Voilà pourquoi toutes les forces officielles — que ce soit le gouvernement ou ses experts, mais aussi la presse — se sont crues obligées de prédire l'*Aufschwung Ost* (le redressement de l'Est) dans un proche avenir.

Même les syndicats ont rejoint cette alliance. Lorsque l'Institut allemand de recherches économiques (DIW) affirmait récemment que les revenus à l'Est seraient, pendant les vingt prochaines années, plus bas qu'à l'Ouest, le président du puissant syndicat de la métallurgie, l'IG-Metall, a répondu avec virulence — de tels propos seraient, selon lui, « irresponsables et sans tact » et pourraient provoquer un exode. Dans la nouvelle Allemagne, il est donc interdit de s'attaquer aux illusions, car cela pourrait provoquer panique et confusion.

Aujourd'hui, l'industrie de l'ancienne RDA a été presque totalement détruite. Malgré toutes ses limitations, la RDA était le dixième pays industrialisé au niveau international. Son produit national brut (PNB) occupait la quinzième place — devant la Corée du Sud, qui a deux fois et demie de

plus d'habitants (43 millions). Le revenu par habitant y était presque aussi élevé qu'en Italie ou en Grande-Bretagne et de 50 % plus élevé que dans l'Etat espagnol. Mais, un an après l'absorption économique, le revenu national a chuté de 50 % (en 1990, il était de 14,4 % ; en 1991, il était de 30,3 %). La production industrielle a diminué de deux tiers par rapport à celle de l'ancienne RDA.

Il est vrai que cette catastrophe était déjà imminente à la fin de la RDA. Mais l'effondrement économique sans précédent que le pays a subi depuis l'unification est le résultat de la politique ouest-allemande. Même si l'économie est-allemande connaissait maintenant une croissance de plus de 3 % par rapport à celle de l'Ouest, elle ne le rattrape-rait qu'en l'an 2060.

La destruction de l'industrie

L'agriculture (en 1989, elle concernait 920 000 salariés), l'industrie du bâtiment (560 000), les mines et l'industrie (3,2 millions) sont les seules bases économiques du pays. En Allemagne de l'Est, ces secteurs étaient certes plus faibles que ceux de l'Ouest — la productivité du travail représentait 50 % de celle de l'Ouest. Mais l'économie est-allemande était compétitive au moins face aux entreprises de l'Europe du Sud — selon les vieilles théories stalinienne sur la "compétition des systèmes", cela constituait une défaite écrasante pour le capitalisme.

Il faudrait une phase de transition d'au moins dix ans pour qu'un pays moins compétitif soit rattaché à un autre bloc économique ou au marché mondial. La commu-

nauté européenne en est un bon exemple. Cette réalité a été négligée dans le cas de l'Allemagne de l'Est, alors que les conséquences de l'unification étaient prévisibles. Les marchés d'Europe de l'Est ont été perdus parce que la crise a provoqué une réduction massive de la demande. Ces marchés n'avaient certainement pas le poids qu'on leur accordait. Les exportations de la RDA vers l'Europe de l'Est ont baissé entre 1980 et 1989 de 65,4 % à 42,2 % — aucun pays ne peut supporter une telle chute.

La perte des marchés intérieurs et de ceux de l'Ouest a été le facteur le plus grave. Les exportations en direction des pays capitalistes industrialisés avaient augmenté fortement dans les années 80 (passant de 24,1 % à 48,5 %) ; elles étaient partiellement subventionnées et assurées par des accords commerciaux. Après l'écroulement de l'Etat est-allemand, les combinats n'avaient plus de réseau de commercialisation. En plus, l'union monétaire a provoqué une augmentation des coûts de la production de 300 % — dans de telles conditions, les ventes ont cessé du jour au lendemain.

Le "miracle" du marché

Les produits ouest-allemands ont submergé le marché de la RDA — ils étaient moins chers, voire de meilleure qualité. Par contre, les acheteurs des grandes entreprises de commerce de détail se sont longtemps abstenus d'acheter des produits compétitifs venus de l'Est. Dans un tel contexte, n'importe quelle économie nationale se serait écroulée, même celle de l'Allemagne de l'Ouest.

Déjà au printemps 1991, la production industrielle était tombée à moins de 40 % de son niveau antérieur. Un tel effondrement aurait seulement pu être évité si l'industrie est-allemande avait été modernisée (300 milliards de deutschemark — DM — auraient été nécessaires) et si elle avait été subventionnée assez longtemps pour pouvoir développer de nouveaux produits et un circuit de distribution. Mais cela n'a pas été fait.

Les experts et les politiciens savaient bien les effets que cet étouffement entraînerait. Néanmoins, les cercles dirigeants avaient déjà réclamé, le 20 avril 1990, une « réorientation consistante vers une économie de marché ».

Ce principe était accepté par tout le monde — le gouvernement fédéral, le nouveau gouvernement de transition de la RDA, le Parti social-démocrate (SPD), les syndicats, le mouvement des citoyens à l'Est et même le Parti du socialisme démocratique (PDS — le successeur réformé de l'ancien Parti communiste). Ils croyaient tous au "miracle" du marché. Il espéraient qu'après

quelques difficultés, le problème du chômage serait réglé par la vente des entreprises à de vrais patrons et par l'introduction de plus de capital. Presque tout le monde voulait croire au miracle (au printemps 1990, environ 90 % des Allemands de l'Est étaient favorables à l'unification économique) — voilà pourquoi cette politique fut si simplement imposée.

La Treuhand fait le "sale boulot"

La Treuhand, organisme chargé des privatisations, a simplement exécuté la politique que toutes les forces soutenaient (1). La Treuhand n'a pas la responsabilité politique du désastre. Son premier chef était un social-démocrate et les syndicats étaient représentés à sa direction. Les protestations contre sa politique auraient dû être adressées à Bonn, aux ministères, aux partis politiques ou à la Confédération allemande des syndicats (DGB), à Düsseldorf.

La Treuhand a pris le contrôle de tous les biens de production, du commerce, des banques et des hôtels — cela concernait en tout 4,1 millions de salariés. Il s'agissait de l'expropriation sans compensation de 40 années de travail des producteurs de l'Allemagne de l'Est. Depuis, la plupart de ces établissements ont été vendus ou fermés.

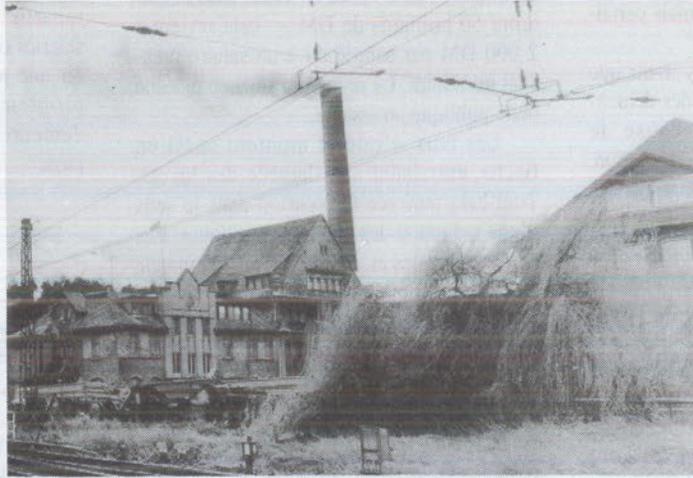
Aujourd'hui, la Treuhand emploie moins d'un million de personnes. En outre, tout a été dévalué. Les premiers bilans en DM ont réduit la valeur des entreprises concernées de 940 milliards à 230 milliards. En plus, les entreprises ont été données en cadeau à leur nouveaux propriétaires, leur vente a seulement rapporté 28 milliards de DM — jusqu'à présent seulement 10 milliards ont été payés.

Le seul succès de la Treuhand a été la suppression d'emplois — 3 millions jusqu'à présent. D'un point de vue économique, la privatisation a échoué : seulement 10 % des salariés à plein-temps travaillent dans des entreprises privées. Le vol des emplois a suivi celui des richesses. Le capital ouest-allemand a immédiatement pris les entreprises sous son contrôle. Environ 550 conseils d'administration d'entreprises et de combinats ont été formés. Les banquiers et les industriels ouest-allemands ainsi que leurs valets — avocats, comptables, et politiciens — y avaient leur place. Ce mélange de fanfarons, d'opportunistes et de voleurs a tranché dans les événements. La Treuhand a été obligée d'accepter leurs décisions.

Evidemment, la corruption a été de taille. Les grands trusts recevaient d'énormes sub-

ventions de l'Etat s'ils achetaient des entreprises. L'entreprise Carl Zeiss de l'Ouest, a reçu 3,5 milliards de DM pour l'achat de Carl Zeiss Jena à l'Est. L'achat des chantiers navals à l'Est par des trusts ouest-allemands a été subventionné par 6,2 milliards de DM — leurs effectifs sont passés de 34 000 à 7 600 et, en plus, une partie de la production sera transférée de l'Ouest vers l'Est. En même temps, l'infrastructure et les entreprises d'utilité publique ont été prises en charge par l'Etat — l'électricité, le commerce, les banques et les hôtels.

En général, le capital ouest-allemand n'a fait preuve que de peu d'intérêt pour l'industrie productive est-allemande. Les entreprises étaient seulement achetées dans le but de gagner de nouveaux marchés et une nouvelle technologie, mais les usines est-allemandes n'avaient ni l'un ni l'autre. Il n'était pas nécessaire de réaliser de nouveaux investissements productifs à l'Est, car il restait des réserves à l'Ouest et que la situation



économique n'encourageait pas l'expansion. Le nouveau marché est-allemand pouvait alors être approvisionné par une meilleure utilisation des capacités à l'Ouest (la production a augmenté de 80-85 % en 1989).

Dans ces conditions, seules des entreprises moyennes avec un marché local ou régional garanti pouvaient se défendre. Pour le grand capital, elles étaient peu intéressantes. Voilà pourquoi environ 1 500 sociétés ont été vendues à leur direction ; les autres ont été démontées, lentement mais inexorablement. En plus, elles ont dû payer 85 milliards de DM d'intérêts de la "vieille dette" qui leur est imputée.

Cela enlevait à ces entreprises toute possibilité d'action. En plus, la Treuhand ou la direction de l'entreprise décidaient de la politique à suivre, ce qui, dans la plupart des cas, revenait à la liquidation.

Aujourd'hui, l'industrie est-allemande est largement détruite et il est impossible de la reconstruire. En 1991, huit fois plus de produits ont été importés de l'Ouest vers l'Est que dans l'autre sens (114 milliards de

DM comparés à 15 milliards de DM). Si les travailleurs se défendaient, ils pourraient peut-être sauver un tiers des entreprises existantes. Mais seulement 750 000 personnes travaillent à plein-temps dans l'industrie ou le commerce, un quart par rapport aux chiffres d'il y a deux ans. Ce n'est guère mieux dans d'autres secteurs. Dans l'agriculture, l'emploi a été réduit de 50 % et doit passer à 30 %. Même dans l'industrie du bâtiment il y a eu un recul. Les infrastructures (transports, télécommunications, commerce et services) où 1,5 million de personnes sont employées, sont menacées de restructuration, sans parler de l'administration publique, l'éducation, la culture et la science.

La "liquidation" de la main-d'œuvre

En 1989, il y avait 9,7 millions de salariés. Environ 500 000 sont partis en Allemagne de l'Ouest ou ont été obligés de retourner dans leur pays d'origine, comme les Vietnamiens. En mai 1992, 1,1 million de travailleurs ont été officiellement mis au chômage (13,2 %), et 2,1 millions (24,6 %) dépendaient des prestations sociales pour vivre. En outre, 540 000 d'entre eux (5,7 %) voyagent tous les jours pour travailler à l'Ouest. Depuis l'unification, 4,3 millions d'emplois, soit la moitié de ceux qui existaient, ont été supprimés. Le processus est loin d'être achevé.

Même en cas de reprise économique, les experts estiment que 1,5 million de postes de travail supplémentaires seront supprimés. Il ne restera plus que 4 millions d'emplois — 40 % de ce qui existait il y a deux ans.

Des subventions massives ont empêché que cette débâcle ne se reflète immédiatement dans le niveau de vie des gens. Les comptes d'épargne ont été changés de façon avantageuse. Les gens pouvaient soudain voyager, ils se sentaient mieux et ils étaient plus libres. Cela explique la paix sociale qui, malgré tout, existe. En plus, les revenus devraient atteindre le niveau ouest-allemand en 1995. Ceux qui auront du travail et les retraités pourront espérer en profiter. Mais les revenus moyens sont relativement bas — les salariés de l'Est touchent seulement 45 % des revenus de l'Ouest (1 660 DM contre 3 720 DM).

Les conditions de vie se dégradent considérablement. Les prix n'ont pas encore

1) Voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991.

atteint le niveau de l'Ouest. L'inflation augmente (14,1 % en juin, alors qu'elle est de 4 % à l'Ouest). Les prix du transport, de la santé, de l'éducation et surtout les loyers augmentent fortement. Pour cette raison, et parce que des millions de salariés ont perdu leur emploi, les revenus réels d'environ un tiers de la population vont chuter.

L'Allemagne pauvre

Cette forme d'unification a un prix élevé puisque les Allemands de l'Est vivent des faveurs de l'Ouest. Deux tiers du PNB viennent des contributions ouest-allemandes — en 1992, ce chiffre sera de 170-180 milliards de DM, c'est-à-dire 6,5 % du PNB.

En Allemagne de l'Est, les investissements de l'Etat serviront à créer une nouvelle infrastructure, à refaire des immeubles et peut-être aussi des améliorations écologiques. Le commerce, les banques et les services seront modernisés. Mais, en même temps, le pays sera désindustrialisé et le restera. Il sera peut-être plus beau, mais certainement aussi plus pauvre.

Dans l'avenir, il ne devrait y avoir que 4 millions de salariés. Le chiffre des demandeurs d'emploi diminuera à cause de l'extension de la formation, de l'émigration, des départs en pré-retraite et parce que les femmes vont se résigner et rester à la maison. Mais, au moins 7 millions de personnes seront toujours en quête d'un travail. Cela touchera les différentes catégories de manière inégale. Les vieux seront délaissés, les jeunes ne trouveront que très difficilement un travail et les femmes seront livrées à elles-mêmes. Aujourd'hui déjà le pourcentage de femmes au chômage est de 64 %, dont presque la moitié sont des mères célibataires (340 000).

Les revenus des salariés dans le secteur public atteindront probablement le niveau de l'Ouest dans les prochaines années. Mais, dans les autres secteurs, ce rééquilibrage sera seulement formel. Les primes supplémentaires, gagnés à l'Ouest grâce à des luttes, ne seront pas payés à l'Est. Il y aura donc une baisse réelle des revenus.

Pour les retraités et les chômeurs, la situation deviendra très difficile. Leur revenu sont calculés sur la base des anciens salaires qui étaient très bas. Dans un avenir proche, deux tiers des Allemands de l'Est vivront de prestations sociales ; la "nouvelle pauvreté" sera donc concentrée en Allemagne de l'Est.

Bien sûr, il y a aussi ceux qui profitent de l'unification, dont peu de salariés. Pratiquement toutes les entreprises importantes seront des filiales des trusts ouest-allemands. Les centrales de l'Ouest envoient leur directions d'entreprise et même leur encadrement intermédiaire à l'Est. Les banques sont un bon exemple : 4 600 des 19 000 employés

bancaires viennent de l'Ouest et occupent les meilleures places. Les ordres sont donnés par des étrangers.

Cependant une bourgeoisie est-allemande est en train de se former, même si son importance est surestimée. Quelques 650 000 personnes se sont reconverties dans les affaires — mais beaucoup les quittent aussi vite. Seulement 180 000 ont survécu dans ce milieu, c'est-à-dire 2 %. Mais le chiffre augmentera lentement, surtout dans l'agriculture où il n'y a jusqu'à présent que 6 000 paysans privés.

Vers les 5 millions de chômeurs

L'effondrement économique de l'Allemagne de l'Est a des conséquences graves. Le coût des pensions et des allocations de chômage sera surtout payé par des contributions ouest-allemandes, c'est-à-dire par les salariés. En 1991, les subventions étaient de 23 milliards de DM, et, en 1992, elles atteindront 50 milliards de DM — cela revient à 2 000 DM par salarié ou à un salaire mensuel minimum. Le reste sera financé par une dette publique croissante.

Les taux d'intérêt montent aussi en flèche, entraînant une flambée des loyers. Tout cela renforce la pression dans le sens d'une réduction des dépenses publiques. Les autorités locales et régionales, en Allemagne

de l'Est, seront le plus touchées par ces coupes dans le budget, car elles dépendent presque entièrement des contributions du gouvernement fédéral.

L'Allemagne de l'Est restera un pays dépendant et sa société sera coupée en deux — ceux qui auront du travail et ceux qui seront au chômage. Il en sera de même en Allemagne de l'Ouest. Si des transferts de fonds sont continuellement nécessaires, ce sera aux salariés de les payer.

S'il y a 5 millions de chômeurs en Allemagne, cette main-d'œuvre de réserve exercera une pression encore plus forte sur le marché du travail. Cette nouvelle situation nécessiterait une autre politique de la part des syndicats, de nouvelles revendications et une autre tactique.

Le retour à l'ancienne RDA est impossible, la reprise économique aussi. L'Allemagne unifiée est devenue complètement différente de ce que beaucoup avaient rêvé. La politique économique et sociale peut amortir les conséquences du marasme, répartir les coûts de l'unification sur les salariés ouest-allemands et peut-être transférer une partie de l'industrie à l'Est, mais le problème des 5 millions de chômeurs demeurera et changera profondément le pays. ★

Hambourg, 20 août 1992

Les vieux démons

Pour le deuxième anniversaire de l'unification, le chancelier Kohl était accueilli par une grande fête à Schwerin, alors que les comités pour l'égalité — créés par le Parti du socialisme démocratique (PDS) — ne rassemblaient que 2 000 personnes dans une contre-manifestation, désertée, à la dernière minute, par l'union locale de la Confédération allemande des syndicats (DGB). La contre-offensive promise contre les attaques des droits sociaux à l'Ouest et contre la désindustrialisation à l'Est n'a pas lieu (1). Pas plus que la contre-offensive contre la vague raciste (voir *Inprecor* n° 358 du 11 septembre 1992).

Angela KLEIN

DES deux côtés de l'Elbe, les gens se sentent aujourd'hui menacés. Le développement de deux Etats allemands, après la guerre, avait donné lieu à un relatif bien-être des deux côtés du Mur. A l'Est, la population avait le sentiment de s'être délivrée du poids du passé fasciste et d'appartenir à une nouvelle et meilleure Allemagne. A l'Ouest, on se battait pour l'*American way of life* ; le mot d'ordre officiel était : « *Démocratie occidentale importée et refus du monstre communiste.* » Avec l'unification, ces deux identités se sont effondrées sans qu'une nouvelle perspective économique ait pu mobiliser les énergies communes. La majorité du mouvement ouvrier, influencée par l'anti-communisme, a payé le prix fort pour avoir cru que, malgré tout, on vivait mieux à l'Ouest — cela l'a affaibli politiquement et socialement.

La gauche, elle, n'était pas du tout pré-

1) Voir *Inprecor* n° 352 et 353 des 8 mai et 22 mai 1992

parée à la nouvelle situation. La concentration extraordinaire de facteurs de crise et de violence à l'Est n'a été comprise ni à gauche ni à droite.

Les habitants de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) n'avaient pas l'habitude de co-exister avec des étrangers — il n'y en avait que 100 000 à l'Est ; la plupart dans des ghettos bien approvisionnés.

La pauvreté en Allemagne de l'Est n'est pas encore très répandue (voir l'article en p. 8), mais la situation sociale des gens ne se limite pas au niveau des salaires, ni à la sécurité de l'emploi. Elle concerne aussi la structure sociale, dans laquelle les gens trouvent ou ne trouvent pas leur place et dans laquelle ils agissent comme des êtres sociaux et remplissent une tâche ou, au contraire, dont ils se sentent exclus, et se vivent comme des êtres inutiles, isolés ou aliénés.

Contrairement à la société capitaliste, celle de RDA avait toujours organisé le bien-être social — pas seulement dans le sens de l'embrigadement et de l'organisation de l'irresponsabilité. Avec l'unification, toutes ses structures ont été détruites plus brutalement que dans les autres pays d'Europe de l'Est. Les gens de RDA ont été déposés de mille façons différentes.

La fin d'un mythe

L'avenir de la majorité des habitants de l'Est est désormais sombre — les bases de leur existence économique et industrielle ont été détruites. De nombreuses institutions, nées autrefois à l'Est dans un esprit de solidarité — les clubs de jeunes, les associations de locataires, les centres de vacances, les clubs sportifs, etc. — ont été rayées de la carte, du jour au lendemain ; elles rendaient la vie plus aisée dans les grandes cités ouvrières, alors qu'à l'Ouest des quartiers similaires devenaient des foyers de conflits sociaux.

En fait, les Allemands de l'Est espéraient obtenir à la fois la liberté et davantage de biens de consommation tout en préservant leur bien-être social, mais tel n'a pas été le cas.

Maintenant, au contraire, c'est la course contre la montre pour obtenir le privilège d'un travail sûr. C'est le règne du « *chacun pour soi* ». La concurrence s'affronte à l'arrivée des migrants de pays encore plus pauvres — des Tziganes de Roumanie et de Yougoslavie, des juifs d'Union soviétique, des Polonais, etc.

L'actuelle montée du racisme n'est pas aussi importante à l'Ouest qu'à l'Est — on n'a pas assisté aux mêmes violences ni aux mêmes applaudissements de la foule complices. Les appareils de l'Etat, des partis, ou

des syndicats survivent mieux à l'Ouest ; ils reposent depuis des années sur une politique de consensus qui n'a pas existé à l'Est. Le racisme à l'Ouest, comme dans d'autres pays européens, est le réflexe d'une partie de la société contre l'appauvrissement qui s'aggrave depuis les années 70 (et donc une lutte pour la redistribution des richesses).

Mais le bien-être, le ciment le plus important de la société ouest-allemande de l'après-guerre, a aussi été mis à mal par l'unification. On a assisté au transfert de 150 milliards de deutschmarks (DM) vers l'Est que les attaques planifiées contre les acquis sociaux de l'Ouest et la dérégulation des salaires ne parviennent pas à payer. Mais ces attaques signifient déjà la disparition de la caractéristique principale de la République fédérale, la paix sociale et le bien-être relatifs.

Le soutien de l'extrême droite ne repose pas, à l'Ouest comme à l'Est, sur ceux qui sont le plus touchés par la crise, mais sur ceux qui craignent de perdre leur relatif bien-être.

Retour à la "normale"

On peut trouver des facteurs de crise similaires dans les autres sociétés de l'Est et de l'Ouest. Mais, dans l'ancienne RDA, la crise économique est plus aiguë.

Depuis quelques mois, les étrangers assistent à la reprise de violences fascistes qui rappellent un chapitre noir de l'histoire allemande. Pendant ces dernières semaines, on a dénombré 2 500 agressions racistes et une dizaine de morts.

A Dresde, comme dans d'autres villes de l'Est, des centaines de nazis ont pu défilier derrière le drapeau de guerre du Reich et de vieux symboles nazis, sans rencontrer aucune résistance. Tout cela est formellement interdit, mais la police escorte de telles manifestations sans intervenir.

Face à cela, la première réaction du gouvernement a été de se prononcer pour une limitation du droit d'asile. Après, il a dénoncé la violence de droite et de gauche et menacé de restreindre le droit de manifestation de façon drastique.

Le maire chrétien démocrate de Berlin appelle à une manifestation le 7 novembre 1992, contre la haine raciste et contre l'extrême droite. Cet appel intervient après que des prises de position aient eu lieu à l'étranger contre les attaques racistes et que Londres ait protesté contre la participation du gouvernement de Bonn à des cérémonies commémorant la construction des missiles V2 par le Reich pendant la guerre. Parallèlement, une grande coalition s'est formée au Parlement pour demander l'abolition du droit d'asile.

Le gouvernement allemand tolère les

pogroms, surtout à l'Est — on peut même parler de complicité entre les autorités et les néofascistes, ces derniers permettant de canaliser la frustration sociale sans mettre en cause l'Etat. La gauche est dans une situation lamentable, elle ne peut donc organiser qu'une riposte éclatée ; le climat politique vire ainsi violemment à droite.

Selon les sondages, un tiers de la jeunesse serait d'accord avec le mot d'ordre « *L'Allemagne aux Allemands. Etrangers dehors !* », et un nombre croissant de lycéens approuverait la violence raciste.

Une atmosphère xénophobe se développe aussi dans les entreprises. D'après certaines estimations, en cas d'élections législatives, les Republikaner dépasseraient 5 % des voix — avec la Deutsche Volk Union (DVU, autre formation néofasciste), ils atteindraient le score des Verts.

Ni le Parti social-démocrate (SPD), ni les syndicats n'opposent de véritable résistance à cette évolution. Le SPD a capitulé face à l'épouvantail des prétendus millions de réfugiés qui envahiraient l'Allemagne dans les années à venir ; il s'adapte à l'opinion publique qui pense qu'on ne peut plus préserver le droit d'asile dans sa forme actuelle. Le syndicat de la métallurgie, l'IG-Metall, et celui des médias ont réclamé le maintien de l'article constitutionnel sur le droit d'asile — mais, par ailleurs, l'IG-Metall ne fait pas grand chose contre le racisme.

Le 11 novembre 1992, une manifestation contre la capitulation du SPD est prévue, soutenue par une coordination de gauche large. Elle pourrait peut-être déboucher sur une coordination nationale antiraciste.

Ceux qui veulent effacer le passé, les "révisionnistes", et faire croire que l'Allemagne est devenue un pays "normal" ont aujourd'hui le vent en poupe. Grâce à la réunification, la bourgeoisie allemande clame le triomphe du capitalisme sur le socialisme ; elle met aussi un point final à la Seconde Guerre mondiale, elle tourne la page de la honte de l'Allemagne et celle de la culpabilité.

L'Allemagne d'aujourd'hui est différente de celle des années 30 ; ses propres intérêts le poussent à jouer un rôle moteur dans le processus d'intégration européenne. Une partie importante de la bourgeoisie était en train de sortir du traumatisme hitlérien et reprenait confiance sur la scène mondiale « *pour assumer ses responsabilités* ». Les violences racistes la gênent donc beaucoup — l'économie allemande est tournée vers l'exportation ; les pogroms nuisent son à image et à ses affaires. ★

Cologne, 19 octobre 1992

« La parole aux ouvriers »



Les transports et l'industrie ont été fortement touchés par la grève générale de quatre heures du 13 octobre 1992 qui a été suivie par 6 millions de travailleurs, malgré les manœuvres des directions syndicales (1).

Trois jours avant, le 10 octobre, le leader démocrate-chrétien Mario Segni, dans une nouvelle tentative des classes possédantes pour enrayer la crise, rassemblait 12 000 personnes à Rome prétendant « promouvoir le renouveau de la classe politique ».

Sergio D'AMIA



L'IMPORTANCE des mobilisations a surpris, surtout parce qu'elle suivait une période de défaites, et que la classe ouvrière semblait profondément affaiblie par la réduction de l'emploi, le chômage technique et la fermeture de nombreuses usines. Elle semblait désormais incapable de réagir face aux perspectives encore plus sombres qui la menaçaient à l'automne — des centaines de milliers de licenciements prévus dans tous les secteurs, et notamment dans les bastions ouvriers du Nord.

Ce malaise s'était aussi exprimé dans les résultats électoraux désastreux du Parti démocratique de gauche (PDS, ancien Parti communiste), les 5 et 6 avril 1992 — les voix perdues n'ont été récupérées ni par les bons résultats du Parti de la refondation communiste (PRC) ni par la percée des listes de contestation prétendument « apolitiques », notamment celles de la Ligue Nord.

Cette paralysie avait été délibérément attisée par les syndicats eux-mêmes qui, afin de reprendre leur contrôle sur la classe ouvrière, avaient petit à petit vidé de tout contenu les outils qui renforçaient l'autonomie organisationnelle et la capacité de lutte des travailleurs : les fédérations unitaires catégorielles et les conseils d'usine. Les fédérations unitaires catégorielles ont été ainsi privées de toute capacité de négociation, celle-ci reposant désormais dans les mains des centrales — la Confédération générale du travail (CGIL), la Confédération des syndicats libres (CISL) et l'Union ita-

lienne du travail (UIL), qui peuvent ainsi gérer les contrats nationaux dans le cadre d'une « compatibilité avec les exigences de l'économie nationale », en dépit des protestations de la base.

Les conseils d'usine ont été ainsi privés de toute capacité de négociation et un nouveau système d'élection a été instauré qui gomme complètement leur caractéristique initiale de représentants directs des salariés sur la base du principe que « tous sont éligibles ». Ce principe a été remplacé par un mécanisme électoral assurant à priori la majorité aux représentants de la bureaucratie syndicale (par exemple chez Alfa-Lancia d'Arese, près de Milan, une usine de 12 000 travailleurs, le représentant de l'UIL n'a été « élu » que grâce à un seul vote, le sien). Dans beaucoup d'autres cas, le conseil n'a pas été réélu depuis des années ou bien il n'existe que sur le papier, remplacé, dans les faits, par l'exécutif, composé de travailleurs qui, depuis longtemps, ne sont plus à la production.

Le problème de la représentation est devenu fondamental et se situe au centre de différentes initiatives revendiquant l'élection des commissions d'entreprise (*Commissioni interne*) [le système des délégués syndicaux existant avant la création des conseils d'usine, à l'automne 1969, ndr]. Malgré le sabotage de la direction syndicale, l'élection a été imposée chez Alfa : plus de 2 000 travailleurs y ont participé en élisant leurs représentants dans le cadre d'un Comité de base de l'entreprise (Cobas Alfa).

La méfiance à l'égard des organisations syndicales est devenue de plus en plus claire : constitution de syndicats autonomes catégoriels ; détachement de noyaux combattifs des confédérations syndicales pour créer des comités de base à l'instar des Cobas de l'enseignement ou de ceux des chemins de fer ; scission d'un secteur de la CISL qui

fondait un nouveau syndicat des métallurgistes (la Fédération des travailleurs métallurgistes unis — FLMU) ; constitution de structures analogues dans la Fonction publique (Représentations syndicales de base — RdB).

Dans la CGIL, la création d'une opposition de gauche, *Essere sindacato* (Être un syndicat), sous la direction de Fausto Bertinotti, a reçu le soutien de plus de 200 000 travailleurs. Ceux-ci la perçoivent comme la dernière chance pour donner un sens à leur présence dans ce qui était censé être un syndicat de classe.

Si l'Italie garde un fort taux de syndicalisation, cela est dû seulement au renouvellement automatique des adhésions, à la fonction de « service social » assurée par les syndicats dans plusieurs domaines et même aux « privilèges » qui en découlent alors que les centrales deviennent de plus en plus des outils de la collaboration de classe — la corruption révélée par Fausto Bertinotti a provoqué l'indignation des bureaucrates mais n'a guère surpris les travailleurs.

Chronique d'une trahison

Lorsque, le 10 décembre 1991, les directions de la CGIL-CISL-UIL signèrent, avec le gouvernement et la Confindustria (le syndicat des patrons), un accord prévoyant la fin du mécanisme « actuel » de l'échelle mobile des salaires, par une formulation ambiguë qui laissait planer des doutes sur le paiement du dernier indice du mois de mai, l'opposition à la base s'exprima par des assemblées et des grèves contre la ratification de l'accord et pour la défense du mécanisme d'indexation.

Ensuite, lorsque le 31 juillet, à la veille de la fermeture des usines, Trentin et les autres dirigeants ont signé un accord encore plus grave — prévoyant la suppression pure et simple de l'échelle mobile des salaires, sans aucune autre forme d'indexation, la fin de toute forme de négociation catégorielle et promettant la « paix sociale » pour une période de deux ans — la rupture est devenue radicale et violente et les protestations ont repris dès la réouverture des usines.

La première manifestation organisée à Rome par le PRC, le 12 septembre, a prouvé la disponibilité à la lutte et son succès (plus de 100 000 personnes) a agi comme un détonateur. Chez Alfa, la protestation a pris la forme d'une grève organisée par le Cobas et d'autres délégués à laquelle ont participé la moitié des travailleurs de l'entreprise.

Ensuite, le gouvernement adoptait, le 17 septembre, sous la pression de la crise monétaire et de l'énorme dette accumulée

¹⁾ voir *Inprecor* n° 359 et 360 du 25 septembre et du 9 octobre 1992.

(de l'ordre de 2 millions de milliards de lires), un plan économique pour réduire le déficit public de 93 000 milliards de lires — il avait déjà tenté un coup similaire pour récupérer 43 000 milliards de lires, le 19 juillet. Par une série de décrets-lois, ce plan remet en cause les principaux acquis de l'Etat-Providence : fin de tous les mécanismes d'indexation des salaires et des retraites ; prolongation de l'âge de la retraite à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes ; réduction des pensions avec l'introduction d'un indice basé sur toute la durée du travail effectué (jusqu'à présent l'indice de base était celui des cinq dernières années travaillées, forcément plus élevé) ; fin de la gratuité des soins de santé (sauf dans les hôpitaux) ; suppression de tout remboursement concernant les retenues sur les revenus des salariés opérés grâce au dit *fiscal-drag* ; nouvelle taxe sur la propriété des habitations et suppression de la législation concernant les loyers ; début de privatisation de toute une série de services essentiels, ce qui aura des conséquences sur les prix (et sur leur caractère social). En 1993, l'ensemble de ces mesures entraînera pour chaque famille ouvrière disposant de deux salaires une hausse des coûts et des taxes d'au moins 4 millions de lires (deux mois de salaire).

Manœuvres et scandales

La réponse des travailleurs a été de taille. Même les usines qui avaient subi les plus grandes défaites sont entrées en grève ; les étudiants, et parfois même les travailleurs indépendants, ont massivement participé aux manifestations ouvrières. Seules les organisations syndicales minoritaires (FLMU et RdB) ne comprenaient pas la dynamique en cours et ne participaient pas aux grèves par crainte d'une « récupération par le syndicalisme confédéral ».

Les centrales syndicales ont essayé d'empêcher la grève générale ou, lorsque cela s'est avéré impossible, de la réduire à quatre heures et d'en exclure la Fonction publique. Les tentatives de provocation des syndicats et de la police, qui ont déployé des services d'ordre militarisés et déployé des centaines d'agents déguisés en manifestants, comme à Rome le 2 octobre, n'ont pas enrayer le mouvement.

La manœuvre du gouvernement apparaît pour ce qu'elle est : un coup très fort contre les salariés qui ne s'attaque pas aux véritables causes de la dette publique — l'évasion fiscale de 240 000 milliards de lires (avec une augmentation de 40 000 milliards par an) ; le transfert aux rentes, grâce à des taux d'intérêt élevés, des "bons de la dette publique" (ce qui mettra cette année 10 % du produit intérieur brut — PIB — dans les

poches des investisseurs) ; le gaspillage dans la gestion étatique et publique, et la corruption.

Il faut savoir que les cérémonies du Ve centenaire de la "Découverte" de l'Amérique, en Italie, ont coûté 7 000 milliards de lires, l'organisation de la coupe du monde de football 10 000 milliards, etc. De plus, lors de l'annonce des mesures, un décret était approuvé qui rembourse les entreprises de leurs versements effectués dans les fonds des retraites et à la sécurité sociale.

Les nouveaux décrets ouvrent de nouveaux domaines au profit : les réformes prévues en matière de santé, de retraites, de fiscalité, de budgets des communes et de régime de la rente foncière, etc. (notamment dans les villes) impliquent le transfert au marché privé de secteurs produisant potentiellement des chiffres d'affaires énormes (plus de 400 000 milliards rien que pour les soins médicaux privés et les assurances).

Le gouvernement cherche aussi à briser toute capacité de résistance et de négociation des travailleurs, à supprimer toute participation démocratique, à renforcer l'autorité de l'Etat et à affaiblir toute forme de contrôle — y compris au niveau parlementaire.

La classe dirigeante qui exige de tels sacrifices n'a plus aucune crédibilité ; elle est éclaboussée, notamment dans le Nord, par une série de scandales sans précédent — une centaine de personnalités, liées aux partis de la majorité gouvernementale, sont en prison, dont des collaborateurs de ministres actuels, des maires de grandes villes, des patrons de grandes entreprises (liées y compris au groupe FIAT), des présidents d'entreprises publiques, des présidents de régions, etc. Huit députés ont été interpellés.

Les syndicats essaient de minimiser la portée de ces événements. Forcés par la pression populaire à prendre quelques initiatives de réponse, ils ne semblent vouloir s'attaquer qu'aux problèmes qui touchent directement les travailleurs : l'échelle mobile, les retraites, la sécurité sociale, etc. La plate-forme de la CGIL se borne à indiquer des outils pour contrôler et réduire la petite évasion fiscale (commerçants et professions libérales), mais sans faire face aux principaux fauteurs. Pour le reste, comme la presse et le gouvernement, les syndicats essaient de rompre tout lien de solidarité entre les salariés du public et ceux du privé en excluant les premiers de la grève générale, en leur imputant des responsabilités de l'inefficacité des services et en exagérant les privilèges dont ils jouissent (en matière d'âge de la retraite et d'horaires) contre des garanties contractuelles réduites.

La stratégie de l'accès au pouvoir généraliste se solennifie de rupture institutionnelle entre les directions bureaucratiques et les intérêts des travailleurs.

La grande majorité des travailleurs se rend désormais compte que le sabotage des manifestations par les directions syndicales les empêche de rassembler la force capable de faire échouer les projets du gouvernement. Les manifestations ouvrières imposantes de ces semaines, de même que la disponibilité à des initiatives qui dépassent les limites imposées par les directions syndicales, montrent la nécessité et l'urgence d'une nouvelle direction.

L'inévitable rupture

Le secteur syndical qui voudrait assumer ce rôle devra rompre avec les directions bureaucratiques et, pour récupérer l'initiative et établir un rapport efficace avec la base, se proposer de reconstruire la force du syndicat en s'appuyant sur la représentation directe des travailleurs, c'est-à-dire sur des critères de représentativité démocratiques, avec des modes d'éligibilité et de révocabilité. Il faut, pour cela, supprimer l'article 19 du statut des travailleurs qui confère à la CGIL, CISL et UIL le monopole de la représentation des salariés sans aucune consultation.

Certains secteurs de la gauche de la CGIL et une partie de *Essere sindacato* ont compris la nature et la profondeur de la rupture qui s'est opérée entre les directions syndicales et la masse des travailleurs et l'urgence, dans la situation actuelle, de rompre avec l'appareil conservateur des syndicats.

La nécessité de mettre à l'ordre du jour la question d'un nouveau syndicat démocratique de masse a été analysée par une partie importante de *Essere sindacato* et aussi par un grand nombre de travailleurs qui s'étaient déjà organisés de façon autonome en dehors des confédérations syndicales — le Cobas d'Alfa Lancia s'est déjà orienté dans cette direction.

Ce débat a été entamé et reste ouvert au sein du PRC et de *Essere sindacato*. Nombreux, même parmi les dirigeants, sont conscients des enjeux. Les obstacles et les incompréhensions viennent plutôt d'une couche de cadres syndicaux intermédiaires (y compris des militants de *Essere sindacato*) qui se sont adaptés aux pratiques habituelles de la gauche syndicale italienne, habituée à organiser les mobilisations de base dans le but d'exercer une pression sur les directions bureaucratiques et de les pousser plus à gauche, sur des positions plus intransigeantes, mais elle ne s'est jamais posé le problème d'organiser une stratégie et de proposer une direction alternative. ★

Milan, le 18 octobre 1992





HUIT ans après l'Ethiopie et le Soudan, le public occidental a de nouveau été gratifié des images culpabilisantes de la famine avec son cortège de misère et d'enfants souffrant de

dénutrition au dernier degré. Cependant, la crise économique et la multiplication des conflits à la périphérie du monde industrialisé — Yougoslavie, Moyen-Orient — sans compter la situation dans les différentes républiques de l'ancienne URSS, n'ont pas permis une mobilisation comparable à celle de 1984-1985.

Et pourtant, l'évaluation de la situation préconise l'engagement de moyens sans précédent, y compris des casques bleus afin d'assurer la protection des convois d'aide alimentaire (1).

Les affrontements de Mogadiscio, qui se prolongent depuis près de deux ans, ont déjà fait plusieurs dizaines de milliers de victimes. Les combats se sont étendus à l'ensemble du Sud du pays, sans compter la persistance de flambées de violence au Nord, dans le Somaliland et le Madjertein. « *L'anarchie tribale est déjà, paradoxalement, une réalité dans un des rares pays d'Afrique unifié par une culture et une langue communes* » (2), pouvait-on déjà lire en 1989. Elle n'a cessé de s'amplifier et de s'étendre depuis. Comment un pays charnière entre les riches émirats du Golfe et l'Afrique, situé dans une zone stratégique, qui fut un terrain privilégié des rivalités entre grandes puissances, a-t-il pu atteindre un tel degré de désolation dans une quasi-indifférence ?

Le flou des frontières

Le partage colonial de la fin du XIX^e siècle fragmente l'espace des Somali entre les tutelles italienne, anglaise, française et éthiopienne. La délimitation de ces juridictions territoriales vient contrecarrer la conception nomade de l'espace qui s'appuie sur la propriété clanique des points d'eau. Un tel équilibre social nécessite un processus de confrontation-négociation permanent entre les groupes d'éleveurs qui s'emploient activement à tisser un réseau de relations économiques et matrimoniales allant du pâturage traditionnel au marché de la ville. Equilibre précaire où la violence s'exerce la plupart du temps à l'arme blanche (3).

La domination étrangère et non musulmane a suscité des résistances, en particulier la guérilla menée durant 20 ans par Mohammed Abdillé Hassan, surnommé le "Mad Mullah" (le mollah fou) par les Anglais. Issu d'un clan darod ogadeni, il a défié le pouvoir britannique de 1899 à 1920. Malgré l'absence d'unanimité autour de son combat,

marqué par des clivages tribaux et religieux, l'histoire a retenu la contribution de Mohammed Abdillé Hassan à l'émergence d'un sentiment d'identité nationale somali au-delà des frontières de la République de Somalie (4).

Dès l'Indépendance, l'irréductibilité des autorités de Mogadiscio constitue l'axe politique principal. Les cinq branches de l'étoile sur fond bleu du drapeau somalien symbolisent la Grande-Somalie comprenant le Somaliland et la Somalie ex-italienne (réunis en 1960 au sein de la République de Somalie), Djibouti, l'Ogaden et le Nord-Est du Kenya. A partir de 1964, Ethiopiens et Somaliens s'affrontent sur une ligne de démarcation jamais négociée, chacun des deux belligérants soutenant des mouvements de guérilla de part et d'autre de la frontière.

Si la Somalie a pu faire jouer en sa faveur le réflexe d'identité ethnique des Ogadeni, l'Ethiopie, de son côté, s'est appuyée sur les clivages tribaux des Somali. Cette confrontation a atteint son paroxysme au cours de la guerre de l'Ogaden (1977-1978). L'agression somalienne, alors que le régime révolutionnaire d'Addis Abeba devait faire face à une offensive des fronts érythréen et tigréen, a provoqué un revirement des Soviétiques qui ont appuyé massivement l'Ethiopie en fournissant des armes et des troupes lui permettant de repousser les Somaliens.

La défaite de l'Ogaden, en 1978, a forcé les Somaliens à se replier sur les problèmes intérieurs et la "politique des clans", masquée par le "pansomalisme", n'a pas tardé à ressurgir. Durant dix ans, le chef de l'Etat et son clan, les Darod-Marehan, ont manœuvré avec succès, profitant des divisions de l'opposition. Mais, il faut revenir à l'interprétation du combat mené par Mohamed Abdillé Hassan. Aujourd'hui, au vu des récents événements, il conviendrait de privilégier l'antagonisme entre Issak et Darod. En effet, au cours de la guerre qui a opposé les troupes coloniales anglaises aux derviches du "Mad Mullah", il ne faut pas négliger le rôle des Issak qui ont combattu aux côtés des Britanniques, afin de garantir l'intégrité de leurs espaces pastoraux.

La guerre des clans

Dès le début des années 80, le régime de Syad Barré doit faire face à la rébellion des Madjertein, une des trois branches de tribus darod, regroupés au sein du Front démocratique du salut somalien (SSDF). Le danger sera écarté grâce à l'écrasante supériorité de l'armée somalienne et au relatif isolement des Madjertein, implantés à l'extrême Nord-Est du pays.

En revanche, la dissidence issak du Mouvement national somalien (SNM),

La char onzièm

Le renversement du régime du général Moh
ans de guerre civile (voir Inprecor n° 331 du
un monde polarisé par la crise du Golfe. Pl
capitale, Mogadiscio, où deux clans hawiyé s
avec le spectre de la famine en toile de fond
gouvernements, plus préoccupés par la situa
selon le secrétaire général des Nations-Unies, l
de juillet 1992, on assiste à un scénario de
gouvernements et les Nations-Unies se sont
organisations non gouvernementales (ONG) q
ped face à une situation q

François

fondé en 1981, va plonger le pays dans une guerre civile sanglante.

En 1988, face à l'infiltration d'éléments SNM dans les villes, à Hargeisa, Burao et Erigavo, l'armée, appuyée par l'aviation, a méthodiquement bombardé ces localités afin d'en reprendre le contrôle. La majorité de la



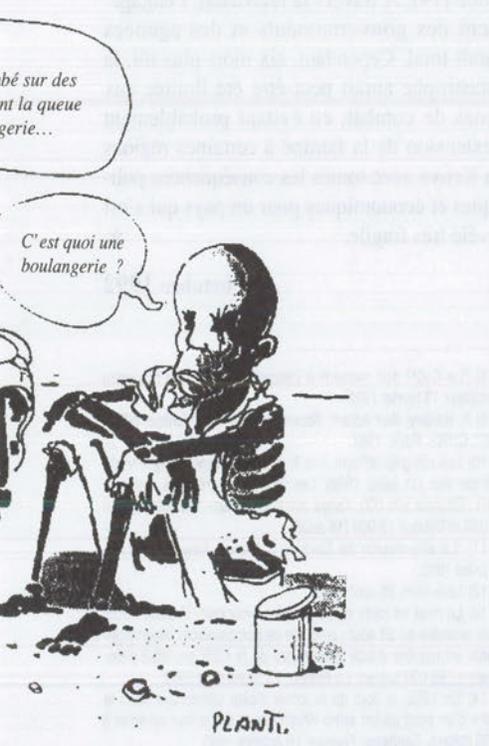
ité de la e heure

ed Syad Barré, en janvier 1991, après trois
4 mai 1991) est passé presque inaperçu dans
récemment, les combats qui ont déchiré la
disputent les dépouilles d'un Etat moribond,
'ont guère ému les opinions publiques et les
n en Yougoslavie — la « guerre des riches »,
utros Boutros-Ghali. Toutefois, depuis le mois
ranle-bas de combat" pour la Somalie. Les
fin décidés à emboîter le pas aux quelques
depuis le début de l'année, ont lutté pied-à-
ne cessait de se dégrader.

PIGUET *

population civile s'est alors enfuie et a trou-
vé refuge dans des camps installés le long de
la frontière éthiopienne. Cet exode a singu-
lièrement renforcé le SNM, dont les bases
arrière pouvaient désormais bénéficier d'une
aide internationale.

A la fin 1990, l'apparition d'une opposi-



tion armée hawiyé sous la dénomination de
Congrès de la Somalie unifiée (CSU) a pré-
cipité les événements. Subissant une double
pression militaire au Nord et autour de
Mogadiscio, Syad Barré et ses troupes darod
ont dû quitter la capitale après un mois de
combats, non sans avoir bombardé la plupart
des quartiers de la ville.

Depuis, la guerre n'a pas cessé dans
toute la partie sud du pays. Hawiyé et Darod
se disputent le contrôle de la "zone utile" du
pays, située entre les fleuves Ouebbi Che-
belle et Juba. Dans la capitale et ses envi-
rons, deux clans hawiyé rivaux, les Abgal
sans compter leurs alliés Murosade — der-
rière le président intérimaire Ali Mahdi
Mohamed, et les Habr Gedir soutenant, de
leur côté, le commandant de la branche
armée du CSU, le général Mohamed Farah
Aïdid, s'affrontent, afin de contrôler notam-
ment les flux d'importations, soit l'aide
internationale et le *khat*, un excitant naturel
dont les effets sont assez similaires à ceux
de la feuille de coca.

Face à une situation politique et militai-
re instable et dans un environnement fragile,
sujet à la sécheresse, la famine trop long-
temps ignorée frappe désormais un tiers de
la population somalienne (5).

Une aide parcimonieuse

Depuis les combats de novembre 1991,
plusieurs agences humanitaires ont tiré la
sonnette d'alarme. L'une d'entre-elles, le
Comité international de la Croix-Rouge
(CICR) a décidé de lancer une opération
d'envergure sans attendre des soutiens inter-
nationaux encore improbables. Dès le début
de 1992, environ 600 cuisines communau-
taires ont été installées dans tout le pays afin
de nourrir près d'un million de personnes à
bout de forces et d'éviter ainsi le pillage des
denrées. 80 000 tonnes ont été fournies par
le CICR depuis le début de l'année 1992
mais cela reste notoirement insuffisant par
rapport aux besoins évalués entre 50 000 et
60 000 tonnes mensuelles (6).

Environ six mois après les premiers
appels, les gouvernements et les médias
découvrent l'ampleur de la catastrophe :
« *Devant cette non-assistance à population
en danger de mort, un petit nombre d'orga-
nisations non gouvernementales continuent*

* François Piguët est économiste à l'Institut universitaire
d'études du développement de Genève.

1) Selon la presse américaine, l'effort demandé en faveur
d'une force de paix en Somalie est jugé trop important (7,5 mil-
lions de dollars), compte tenu des engagements prioritaires en
Yougoslavie et au Cambodge, sans compter l'aide accordée à la
Russie. *International Herald Tribune*, 29 avril et 13 mai 1992. A
noter que les premiers casques bleus sont arrivés à Mogadiscio le
14 septembre 1992. Sur l'Éthiopie, voir *Inprecor* n° 335 du 19
juillet 1991.

2) Stephen Smith, "Coup de barre chez les Somaliens",
Libération, 4 août 1989.

La mosaïque ethnique

Les Somalis (95 % de la popu-
lation) se répartissent en six
confédérations tribales.

● Les Dir (région de Jijiga, à la
frontière de Djibouti et de l'Éthiopie),
sont composés de deux tribus anta-
gonistes — les Issa et les Gada-
boursi.

● Les Issaq, une des plus
grandes ethnies, forte d'un million
de personnes, sur le territoire de
l'ancien Somaliland britannique.
Cette tribu fait surtout du commerce
et s'appuie sur de nombreux tra-
vailleurs immigrés installés dans les
pays du Golfe et dans l'ancienne
métropole coloniale.

● Les Darod constituent le groupe
les plus important ; ils habitent le
Nord-Est (Majertein), la province
éthiopienne de l'Ogaden et le Sud,
tout au long de la frontière kenyane.
Le clan Marehan de l'ancien prési-
dent Syad Barré, appartient aux
Darod.

● Les Hawiyé se trouvent dans le
centre du pays et à Mogadiscio, qui
est le fief le plus puissant des
Hawiyé Abqal.

● Les Rahanwein et les Digil sont
localisés sur les zones les plus fer-
tiles, le long des fleuves Schebelle
et Juba et sont les seuls à pratiquer
l'agriculture. Souvent désignés sous
le nom de Sab, à cause de leur ori-
gines bantous, ils ne sont pas sou-
vent considérés comme de vrais
Somalis. ★

*péniblement à soutenir la Somalie à bout de
bras. En premier lieu la Croix-rouge inter-
nationale qui consacre désormais le quart
de son budget global "opération" à ce
qu'elle estime être la plus grande tragédie
qu'ait connue l'Afrique » (7).*

La sécurité des convois n'étant pas assu-
rées en raison de la persistance des combats
et des convoitises que suscite l'aide, le
CICR s'est départi, par pragmatisme, du
principe de neutralité et de protection basée
sur le respect de l'emblème de la Croix-

3) La plupart des voyageurs du XIXe siècle témoignent de leur
rencontre avec des populations nomades farouches mais armées
de lances et d'épées.

4) Pierre Rondot, "Quelques remarques sur le personnage et
le rôle historique de Mohammed Abdillé Hassan", *Pount*, Bulletin
de la société d'études d'Afrique Orientale, n° 8, 1970.

5) La population de la Somalie est estimée à environ 6 millions
d'habitants, selon les chiffres de la Banque mondiale. *Rapport sur
le développement dans le monde*, 1990.

6) On ne parle malheureusement pas assez de la Somalie.
Chaque jour 500 enfants meurent de malnutrition. *Tribune de
Genève*, 2 juin 1992.

7) Stephen Smith, *Libération*, 29 juillet 1992.

L'éclatement

L'envoi de 3 000 casques bleus de l'ONU en Somalie, chargés d'assurer l'acheminement de l'aide alimentaire, se heurte à l'éclatement militaire du pays.

A Berbera, où, grâce aux pluies, la situation alimentaire n'est pas catastrophique, les autorités du Somaliland ne souhaitent pas l'arrivée des soldats de l'ONU.

Dans le Nord-Est, où les combats entre groupes fondamentalistes ont fait rage pendant le mois d'août 1992, le Front démocratique du salut somali (SSDF) aurait mis ses opposants en déroute et repris le contrôle de l'aéroport. Mais les affrontements internes entre ses différents chefs sont extrêmement violents.

Le Sud est partagé entre deux zones d'influence mal délimitées. L'Alliance nationale somali (SNA), formée en août 1992 autour du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), contrôle une zone allant de la région côtière (Merca, Brava, Kismayo) jusqu'à Bardera.

La province du Gedo, à la frontière du Kenya et de l'Éthiopie, est le théâtre d'affrontements entre les forces du SNA et les survivants du Front national somali (SNF, Darod) — qui avaient soutenu l'offensive des partisans de l'ancien dictateur Syad Barré en avril 1992.

Enfin, les vallées fertiles du Wabi Shebelle et de la Juba, sur lesquelles ont trouvé peu de forces militaires, font l'objet de pillage par toutes les troupes. ★

Source : La Lettre de l'Océan Indien, 5 septembre 1992.

Rouge. Il a accepté la présence d'escortes armées précédant tous ses convois (8). Quelque 3 000 hommes dans les deux secteurs de la capitale participent à cette protection monnayée par les chefs de milice, lesquels louent les véhicules de protection. Le port est également placé sous "la protection" de milices.

Locations et prélèvements sur les stocks de l'aide assurent des revenus confortables aux "seigneurs de la guerre" et le phénomène ne fait que croître — aujourd'hui, seuls les miliciens sont assurés de manger à leur faim. On peut voir ici la résurgence de la tradition caravanière où l'on louait les chameaux de bât et l'on assurait la sécurité des caravanes le temps de la traversée du territoire tribal, contre rémunération (9).

L'autre marché fort disputé est lié au *khat*. Avec l'urbanisation, l'usage quotidien du *khat* s'est fortement développé parmi les populations de la Corne de l'Afrique. Il en résulte un marché considérable, dopé par la guerre car tous les combattants en mâchent et les prix sont élevés. L'acheminement du *khat*, qui doit impérativement être consommé frais, a suscité la mise en

place de filières à partir de la frontière kényane. De petits avions sont utilisés pour acheminer le *khat* à proximité de Mogadiscio où l'on se bat pour le contrôle des pistes d'atterrissage.

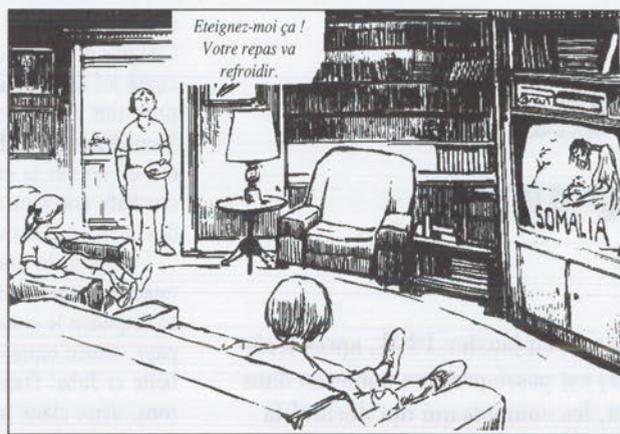
Face à une telle situation, l'exode de plus de 300 000 Somaliens vers le Kenya, ainsi que les concentrations de population dans certaines localités comme Baidoa, ont contribué à l'extension de la famine. Elle frappe désormais un pays limitrophe touché par la sécheresse et qui doit faire face en même temps à un afflux de réfugiés en provenance de Somalie, d'Éthiopie et du Sud-Soudan (10). La famine est d'autant plus spectaculaire que, beaucoup d'éleveurs-nomades totalement démunis, ont attendu jusqu'à la dernière limite avant de se résoudre à quitter leurs pâturages et points d'eau traditionnels. Privés de leur capital-cheptel et de leur mobilité, les populations nomades sont particulièrement vulnérables.

Alors que l'on a pu noter un grand désintérêt au cours du premier semestre de l'année 1992, à partir de juillet, les images de la ville-mouroir de Baidoa ont eu le même effet sur les opinions publiques occidentales que le fameux reportage sur le camp de Korem, en Éthiopie, diffusé en octobre 1984 (11).

Certes, la situation de guerre catastrophique que connaît le pays ne relève pas de la responsabilité immédiate des pays du Nord, bien que ces derniers aient largement fourni les arsenaux dans lesquels les milices puisent aujourd'hui leur force militaire. Mais il est frappant de voir que, huit ans à peine après la famine éthiopienne, rien ou presque n'a été fait pour éviter une nouvelle catastrophe majeure.

Médiatisation de la famine

Suite à la médiatisation de la famine, on a assisté à une véritable rush des organisations humanitaires pressées de se positionner dans le pays. Le manque de coordination des efforts et l'improvisation dont ont fait preuve un certain nombre d'agences gouverne-



mentales ou autres, ont incité la presse à parler d'« embouteillage humanitaire » (12) et à relayer les critiques sévères adressées à l'ONU. De leur côté, les États-Unis ont décidé d'accorder une aide alimentaire massive de 145 000 tonnes. Là encore, il est frappant de voir que les premières distributions n'ont pu être opérées que grâce à un prélèvement de denrées sur les stocks du Programme alimentaire mondial (PAM) (13).

Ainsi, à part quelques ONG, aucune aide alimentaire n'a été pré-positionnée dans la région. Compte tenu des séquelles cérébrales que peuvent subir de jeunes enfants dénutris, ne doit-on pas une fois de plus constater qu'il est trop tard ? Certes, il est moralement impossible de rester les bras croisés mais il faut se rendre à l'évidence, l'aide internationale contribue aujourd'hui à nourrir une génération perdue.

Une autre caractéristique de la "charité de la onzième heure" réside dans son coût en hommes et en matériel. Le recours au pont aérien tait les coûts astronomiques de la tonne (14). A travers la télévision, l'engagement des gouvernements et des agences paraît total. Cependant, six mois plus tôt, la catastrophe aurait peut-être été limitée aux zones de combat, en évitant probablement l'extension de la famine à certaines régions du Kenya avec toutes les conséquences politiques et économiques pour un pays qui s'est révélé très fragile. ★

10 octobre 1992

8) "Le CICR doit recourir à l'escorte armée", *Le Nouveau Quotidien*, 19 février 1992.

9) A. Bardey, Barr Adjam, *Souvenirs d'Afrique orientale 1880-1887*, CNRS, Paris, 1981.

10) Les réfugiés affluent à la frontière kényane au rythme de 100 par jour (11 juillet 1992). Les chiffres des réfugiés, selon le HCR : Éthiopie 500 000, Kenya 300 000, Europe 100 000, Yémen 65 000 et Djibouti 15 000 (18 août).

11) "La ville-mouroir de Baidoa", J. Perlez, *New-York Times*, 19 juillet 1992.

12) *Libération*, 26 août 1992

13) La mise en route du pont aérien américain "Provide Food" a été retardée au 28 août ; en guise de comparaison, les engagements en matière d'aide alimentaire de la CEE en 1992 s'élevaient à 185 000 tonnes. *Le Monde*, 15 septembre 1992.

14) En 1985, le coût de la tonne d'aide alimentaire dans le cadre d'un pont aérien entre Khartoum et le Darfour revenait à 1000 dollars. *Earthscan Feature*, 18 octobre 1985.

Quand les prisonniers donnent le ton

Plus de 5 000 personnes suivaient les deux cercueils et les dirigeants connus de toutes les fractions de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Jérusalem, les drapeaux et les slogans du Front démocratique aux côtés des drapeaux verts du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), ceux du Fatah côte à côte avec ceux du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP). Samedi 17 octobre 1992, on enterrait à Jabel Mukaber, dans la banlieue de Jérusalem, Hussein Abeidat et son cousin Mustafa Abeidat. Le premier est mort d'épuisement à la prison d'Ashkelon, le dernier jour de la grève de la faim des prisonniers politiques palestiniens ; le second a été tué à bout portant par un policier lors d'une manifestation de solidarité avec les grévistes, en plein Jérusalem.

Cet enterrement est tout un symbole qui reflète ces 15 jours glorieux de lutte et de sacrifices (voir *Inprecor* n° 360 du 9 octobre 1992) : la détermination des détenus prêts à lutter jusqu'à la mort, la solidarité exemplaire et combative de la population des territoires occupés, l'unité du mouvement.

Michel WARSCHAWSKI



PENDANT plus de deux semaines, plusieurs milliers de prisonniers politiques palestiniens incarcérés dans les prisons et les camps de détention militaires israéliens ont mené une lutte exemplaire qui aura des implications politiques allant bien au-delà des revendications pour lesquelles ils avaient déclaré leur grève de la faim.

Au cours d'une conférence de presse où elle présentait un rapport détaillé et accablant sur les conditions de détention à la prison d'Hébron en Cisjordanie, Tikva Honig-Parvas, animatrice du Centre d'information alternative, déclarait : « La nomination, il y a un an et demi, de Gabi Amir au poste de gouverneur général des prisons a signifié une déclaration de guerre contre les prisonniers politiques palestiniens. Le mandat que lui donne le gouvernement Shamir est clair : reprendre un à un tous les acquis que les détenus palestiniens ont su obtenir aux cours de deux décen-

nies de luttes et au prix de nombreuses victimes. » Après avoir résumé les conditions sanitaires scandaleuses, l'alimentation insuffisante, la surpopulation et les brimades, elle concluait : « A Hébron, comme dans presque toutes les autres prisons, les détenus sont aujourd'hui le dos au mur, avec le sentiment de n'avoir plus rien à perdre. L'explosion est proche, et si aucune mesure n'est prise immédiatement, elle risque d'être sanglante. »

C'était au début du mois d'août 1992. Le 27 septembre, plus de 2 000 prisonniers se déclaraient en grève de la faim illimitée. Une semaine plus tard, ils étaient près de 10 000.

Parmi les 25 revendications mises en avant par la direction des prisonniers, qui

concernent aussi bien l'ordinaire que le droit à la prière collective, l'amélioration des conditions du parloir ou l'aération des cellules, il faut souligner celle qui exige le droit des prisonniers de se choisir des délégués qui les représentent auprès des autorités, et la possibilité pour ces délégués de circuler entre les sections. Ce droit avait été acquis au cours des années 70, avant d'être annulé, il y a un an et demi, par le gouvernement Shamir, non sans avoir auparavant libéré de ses fonctions l'ancien gouverneur, Lévy Shaul, accusé « d'avoir transformé les prisons en centres de vacances pour terroristes » (sic).

Les avocats, les détenus libérés et les familles étaient unanimes : des conditions physiques de détention inhumaines avec, en plus, l'impossibilité de revendiquer et de négocier avec les autorités, y compris au niveau local, mènent inévitablement à l'explosion.

Deux conditions étaient nécessaires pour mener à bien cette grève de la faim : l'unité dans les prisons entre les membres des différentes fractions, et une prise en charge des revendications des prisonniers par la communauté palestinienne.

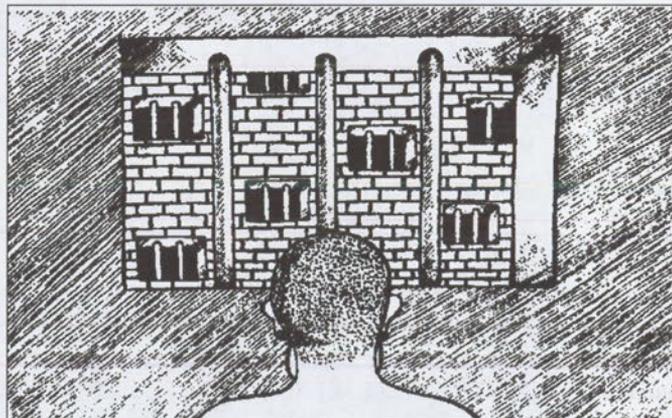
Les comités de grève ont tous été unitaires, incluant aussi bien les intégristes du Hamas que les communistes, les partisans des négociations israélo-palestiniennes liés au Fatah, que les opposants liés au FPLP ou au Front démocratique.

Une solidarité exemplaire

Cette unité, assez rare ces derniers temps, a été une condition indispensable non seulement pour mener avec succès une grève dans près de 20 prisons et centres de détention, mais aussi pour permettre un mouvement à l'extérieur sans lequel la grève était vouée à l'échec.

Comme l'explique Hani Baydoun, un des dirigeants du FPLP dans les territoires occupés qui vient juste d'être libéré de prison : « La signification politique de cette grève n'est pas dans la grève elle-même, à laquelle prennent part tous les courants, mais dans l'énorme soutien populaire. Il s'avère que la force politique la plus importante au sein du peuple palestinien n'est pas le Fatah, ou le Hamas ou le Front populaire, mais les prisonniers et leurs familles. Ce sont eux qui payent le prix, et ce sont eux qui ont su forcer Rabin, les services de sécurité et les politiciens à réévaluer la situation politique. »

La grève de la faim des prisonniers palestiniens a montré les potentialités énormes qui



existent au sein des masses palestiniennes des territoires occupés, et infirme les analyses superficielles et hâtives sur la passivité, l'indifférence et la lassitude des populations de Cisjordanie et de la Bande de Gaza.

Pendant ces dernières semaines, on s'est senti à nouveau comme au début de l'Intifada : la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est (voire même les Palestiniens d'Israël et les Syriens du Golan occupé) ont vibré à nouveau au même rythme, avec une participation active de la grande majorité de la population — manifestations de masses, confrontations avec l'armée, grèves de la faim des mères et des femmes de prisonniers dans une dizaine de localités, servant de levier pour de multiples actions de solidarité avec les grévistes. Cette reprise de la combativité populaire a obligé l'armée à réagir avec une extrême violence, faisant plus d'une demi-douzaine de morts et des centaines de blessés parmi les manifestants.

Le cycle de résistance/solidarité populaire/répression va même réussir, certes avec un certain retard, à réveiller certains éléments du mouvement de la paix israélien, qui, au cours des derniers jours de la grève, a su organiser quelques actions de protestation et de solidarité.

Le recul du gouvernement

On comprends pourquoi de nombreux commentateurs israéliens ont commencé à se demander qu'ils n'avaient pas enterré un peu trop tôt l'Intifada, certains osant même suggérer que tout recommençait comme en décembre 1987.

Apparemment, c'est aussi ce que craignaient le gouvernement israélien ainsi que la direction palestinienne officielle, qui, à cause des fêtes juives, se trouvait dans les territoires occupés et pas à Washington quand la grève a éclaté. C'est pourquoi, après avoir déclaré pendant une dizaine de jours qu'il n'y aurait pas de négociations avec les délégués des grévistes, Rabin et le ministre de la Police, Moshé Shahal décidaient d'ouvrir des pourparlers avec les grévistes.

A la veille du Kippour, le ministre de la Police annonçait la formation d'une commission spéciale pour étudier les revendications des prisonniers palestiniens. A la tête de cette commission, Lévy Shaul, l'ancien gouverneur des prisons, limogé par le Likoud pour avoir été trop libéral face aux détenus politiques.

Mardi 13 octobre au soir, le président de l'Association des avocats palestiniens de Cisjordanie, maître Ali Ghozlan, annonçait que la grève de la faim des prisonniers palestiniens était suspendue afin de per-

mettre des négociations sérieuses avec les autorités israéliennes, et qu'à l'issue de ces négociations, les prisonniers décideraient si leurs revendications étaient satisfaites, ou si, au contraire, la grève reprenait. Au même moment, le président du barreau de la Bande de Gaza, maître Freih Abou Meidan, annonçait que la grève se poursuivait dans les prisons du Sud, y compris dans l'immense camp de détention Anssar 3. Deux jours plus tard, il semble que les détenus aient accepté de se nourrir dans toutes les prisons.

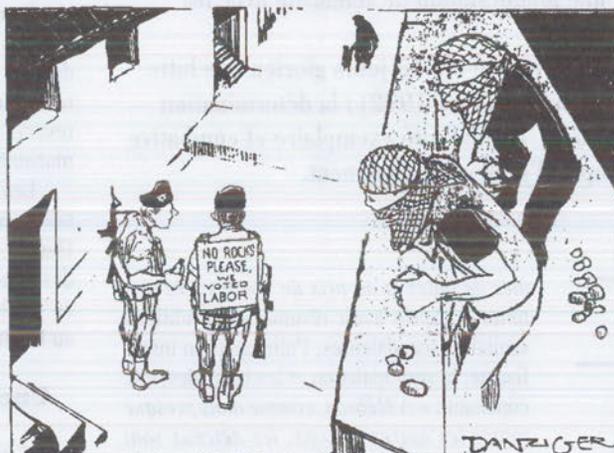
L'arrêt de la grève

Si, parmi les Palestiniens, tout le monde s'entend pour reconnaître que le gouvernement israélien a reculé, la décision de geler la grève de la faim a provoqué des débats assez durs dans la communauté palestinienne en général, et parmi les prisonniers en

C'est précisément cette dynamique que Rabin et Shahal ont voulu arrêter, en acceptant de négocier les revendications des grévistes. Mais c'est apparemment aussi ce qu'ont voulu la direction du courant central de l'OLP et les membres de la délégation palestinienne qui lui sont liés, effrayés par la perspective qu'une remobilisation du mouvement populaire dans les territoires occupés ne remette en question les termes des négociations en cours à Washington.

Si tel est le cas, la direction palestinienne a fait preuve d'une myopie politique très grave en refusant de comprendre que seul un meilleur rapport de forces dans les territoires occupés est apte à imposer, dans le cadre des négociations israélo-palestiniennes, des termes plus compatibles avec les droits nationaux du peuple palestinien, et à réduire les effets suicidaires du chantage permanent qu'Israéliens et Américains font aux délégués palestiniens. Comme l'explique un militant syndicaliste proche du Fatah et pas nécessairement hostile aux négociations : « La délégation palestinienne a, à juste titre, refusé il y a un an de conditionner les négociations à l'arrêt de l'Intifada ; elle n'en avait de toute façon pas les moyens. Mais la logique qui se cache derrière la décision d'arrêter la grève semble aller à l'encontre de cette politique, qui pourtant relève du bon sens. »

C'est ce qu'on très bien compris les conseillers du nouveau Premier ministre, et quelques réformes dans les prisons — aussi importantes soient-elles pour les détenus concernés — sont un prix somme toute assez modeste comparé aux risques d'une escalade qui aurait bousculé l'agenda des négociations qui, comme on ne le sait que trop bien, a été rédigé par les Israéliens, amendé par les Américains, et imposé aux Palestiniens. ★



« Pas de cailoux, s'il vous plaît. Nous avons voté travailleur. »

particulier. Car, et personne ne l'ignore, depuis une semaine, les enjeux dépassaient de loin les conditions de détention des prisonniers, et tout indiquait que la grève de la faim pouvait être l'amorce d'un tournant dans la mobilisation populaire contre l'occupation israélienne et d'une amélioration substantielle du rapport de forces en faveur des Palestiniens.

Jérusalem, 20 octobre 1992

ISRAËL dans INPRECOR

- Plus qu'une opération électorale n° 348 du 13.03.92
- Michel WARSCHAWSKI
- Sionisme et racisme n° 351 du 24.04.92
- Michel WARSCHAWSKI
- L'étrange coalition n° 356 du 03.07.92
- Marcelo MEIR
- Au bonheur de Bush n° 356 du 03.07.92
- Salah JABER
- L'"assimilation" des Falachas n° 360 du 09.10.92
- Tikva HONIG-PARVAS

L'opposition durcit le ton

Les événements se précipitent sur le front palestinien. L'arrivée de Rabin aux commandes en Israël, à la suite des élections de juin 1992 (1), a donné un coup de fouet aux négociations entamées sous patronage américain, depuis un an maintenant, entre le gouvernement sioniste, ses voisins arabes et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) représentée d'une façon quasi-officielle (2). La manœuvre de Rabin, d'une haute intelligence tactique, contraste fortement avec l'intransigeance de ses prédécesseurs du Likoud.

Salah JABER



DANS le but d'obtenir la garantie américaine pour le prêt des 10 milliards de dollars sollicité par Israël, Rabin s'est engagé auprès de l'administration Bush à faire les concessions nécessaires pour débloquer le processus entamé à Madrid et poursuivi à Washington. La balle étant restée dans le camp israélien après le cinquième round des négociations sous Shamir, Rabin a réussi à la renvoyer dans le camp opposé par des "concessions" plus retentissantes que réelles aux Syriens et aux Palestiniens.

A l'intention des premiers, il a évoqué la possibilité d'un retrait partiel du Golan occupé par Israël depuis 1967 : cette possibilité était implicite dans le fait même de négocier avec la Syrie, Israël n'ayant rien d'autre à lui proposer ; elle reste en deçà du minimum acceptable par Damas, c'est-à-dire la restitution totale du Golan.

A l'intention des Palestiniens, Rabin a repeint de couleurs vives le projet d'autonomie prévu depuis treize ans par les accords de Camp David signés par Begin, Carter et Sadate. Il s'agit, en fait, de permettre aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza d'auto-administrer ce qui, dans leur affaires courantes, n'a pas d'incidence sur les intérêts de l'occupant, de sorte à alléger les tâches administratives et répressives de l'occupation maintenue. Cette expérience devrait déboucher, au bout d'une période

transitoire, dans l'hypothèse sioniste la plus généreuse, sur un bantoustan palestinien placé sous la double tutelle de la monarchie jordannienne et d'Israël.

Dans un cas comme dans l'autre, Rabin a compris que ces "concessions" de pure forme, par rapport à la politique de Shamir, pouvaient conduire à de nouvelles concessions tout à fait substantielles de la part de ses interlocuteurs arabes. Ces derniers, en effet, ont le sentiment très net que la défaite annoncée de Bush aux présidentielles américaines de novembre signifiera une forte inflexion de la politique de Washington en faveur de leur ennemi traditionnel — le candidat démocrate Clinton ayant la réputation d'être foncièrement pro-israélien.

Jusqu'ici, le régime de Damas n'a pas marché dans cette manœuvre, ayant plus à



perdre qu'à gagner en matière de nouvelles concessions à Israël. Il a, en conséquence, raffermi ses positions au Liban en prévision d'un prolongement des tractations (3). La direction de l'OLP, par contre, a foncé tête baissée dans la porte de service entrouverte

Appel à la grève générale palestinienne pour le 23 septembre

« (...) Les organisations réunies proclament leur position au sujet de l'autonomie administrative comme suit :

1- Nous refusons catégoriquement le projet d'autonomie administrative dans tous ses détails et toutes ses implications, ainsi que toutes mesures ou mécanismes qui s'y rapportent, nominations, élections ou autres.

2- Nous affirmons que la délégation palestinienne aux négociations avec l'ennemi sioniste ne représente pas le peuple palestinien, n'est pas autorisée par lui à signer quelques accords que ce soit qui se rapportent à son destin ; aucun accord conclu par cette délégation n'engage notre peuple.

3- Nous rejetons sur la direction aux commandes de l'OLP et sur la délégation, la responsabilité de l'acceptation de ce projet liquidateur.

4- (...) Nous appelons à l'organisation d'un référendum général sur tout ce qui touche au destin de notre peuple et à son avenir national.

5- Nous appelons la délégation et la direction aux commandes de l'OLP à se retirer immédiatement des négociations et à interrompre la série des concessions. » ★

16 septembre 1992

Appel signé par :

FPLP : Front populaire pour la libération de la Palestine ; Hamas : Mouvement de la résistance islamique ; FLPP : Front de la lutte populaire palestinienne ; Mouvement du Jihad islamique — Palestine ; PCRCP : Parti communiste révolutionnaire palestinien ; FDLP : Front démocratique pour la libération de la Palestine ; FP — CG : Front populaire — Commandement général ; FPL : Front palestinien de libération ; Saika ; Fatah (dissidence).

par Rabin. Prenant ainsi le risque d'une forte aggravation des dissensions inter-palestiniennes, à la veille d'un changement d'administration à Washington qui risque de détériorer encore plus les conditions de la négociation, la direction Arafat a avalé de nouvelles couleuvres de plus en plus difficiles à digérer de la part de l'opposition nationaliste palestinienne.

Exploitant une certaine hâte chez ses propres supporters à exercer les prérogatives factives d'une administration sous tutelle, hâte qui s'est traduite par un engouement tout à fait lamentable pour s'enrôler dans la future police palestinienne, la droite hégémonique dans la direction de l'OLP a misé sur un accord à court terme — c'est-à-dire avant même les élections américaines. Un tel calcul impliquait forcément une série de nouvelles capitulations, dont la

direction est plus que coutumière.

La droite palestinienne a trahi l'engage-

1) Voir *Inprecor* n° 356 du 3 juillet 1992.

2) Voir *Inprecor* n° 340 du 8 novembre 1991.

3) Voir *Inprecor* n° 359 du 25 septembre 1992.

ment pris unanimement dans les instances de l'OLP, le 22 juillet 1992, de refuser de prendre part au sixième round des négociations de Washington si les Etats-Unis accordaient à Israël le prêt des 10 milliards de dollars. Les négociateurs palestiniens, agissant sur les directives de la direction Arafat, se sont rendus à Washington et se sont situés dans la perspective d'un accord-cadre avec Israël sur l'"autonomie administrative", se montrant très conciliants à cette fin.

Offensive de la droite palestinienne

Encore une fois, ils sont rentrés bredouilles. La défaite de Bush aux présidentielles étant devenue une quasi-certitude, le gouvernement israélien a jugé qu'il n'était plus tenu de faire du zèle. Il a tout bonnement interrompu le sixième round des négociations et renvoyé l'échéance d'un accord à l'année prochaine.

Les nouvelles capitulations de la direction Arafat ont été dénoncées avec véhémence par l'opposition palestinienne. Les deux fractions de gauche de l'OLP, le Front populaire de Georges Habache et le Front démocratique de Nayef Hawatmeh, ont accentué leur collaboration, déjà renforcée depuis le début des négociations israélo-arabes dont ils ont dénoncé d'emblée les conditions infamantes (4). S'exprimant de nouveau en commun avec l'opposition intégriste islamique représentée par le mouvement Hamas et le Jihad islamique (5), mais aussi cette fois-ci avec l'ensemble des fractions de l'opposition palestinienne, y compris la dissidence du Fatah de 1983 dirigée par Abou Moussa et la Saïka inféodée à Damas — ils ont stigmatisé en termes très durs la politique de la direction Arafat, se revendiquant à cette fin de la position de principe énoncée par la Direction patriotique unifiée de l'Intifada dans son communiqué du 1er septembre 1992 (6).

Le cartel de l'opposition a appelé à une grève générale de protestation le 23 septembre 1992, qui a été largement suivie, selon ses propres sources. A la veille de cette grève, le 22 septembre, les deux Fronts de la gauche palestinienne ont annoncé la formation d'une direction commune (voir encadré ci-contre). ★

15 octobre 1992

4) Voir *Inprecor* n° 340 du 8 novembre 1991.

5) Nous avons exprimé nos réserves sur ce type d'alliances dans le même *Inprecor* n° 340 du 8 novembre 1991.

6) Dans son communiqué n° 86, la DPU « réaffirme son refus de toute solution non fondée sur les résolutions de la légalité palestinienne, arabe et internationale, qui ont toutes souligné la nécessité de réaliser les droits nationaux imprescriptibles du peuple palestinien, y compris les droits au retour, à l'autodétermination et à l'établissement de l'Etat palestinien indépendant ayant pour capitale Jérusalem ».

Communiqué commun des FPLP, FDLP et Hamas

« Le projet d'autonomie administrative que la délégation de Madrid essaye aujourd'hui de faire passer, sous le couvert de la direction aux commandes de l'OLP, vise à liquider la cause palestinienne, voire l'OLP elle-même en ce qu'elle représente comme acquis national, et à perpétuer l'occupation des territoires palestiniens en lui conférant une légitimité. (...) »

» Le FPLP, le FDLP et Hamas proclament leur refus catégorique du projet d'autonomie administrative et de toutes mesures y conduisant, que ce soit la formation de commissions ou l'organisation d'élections. (...) Ils considèrent que la délégation palestinienne n'est pas habilitée par le peuple palestinien ou par une quelconque institution palestinienne légitime, à conclure avec l'ennemi sioniste des accords engageant le peuple palestinien.

» Les négociations et tractations secrètes se déroulant derrière le dos du peuple palestinien et de ses forces vives, et en dehors de tout accord national, ne représentent que la position d'une fraction limitée qui contrôle le centre de décision palestinien. (...) »

» Nous appelons à un référendum immédiat du peuple palestinien de l'intérieur et de l'exil sur son avenir national. Le peuple palestinien unifié est seul à détenir le droit de décider de son propre sort politique, loin des transactions liquidatrices conclues derrière son dos. En aucun cas, il n'est permis d'ignorer la volonté de la grande majorité du peuple palestinien, et d'imposer les choix politiques d'une couche étroite qui monopolise la décision palestinienne, au fi de l'opinion publique palestinienne et en lui cachant les informations et les vérités. (...) » ★

5 septembre 1992

Communiqué de la direction unifiée des FPLP et FDLP

« (...) La DU [direction unifiée, ndlr] a constaté qu'au moment où l'Intifada retrouve son souffle, confirmant la résolution de notre peuple à refouler l'occupation et arracher son droit au retour et à l'indépendance, la délégation de Madrid-Washington, sous le couvert de la direction aux commandes de l'OLP, continue dans la voie des concessions en prévision du septième round des négociations à Washington. Elle projette de conclure, au cours de ce prochain round, un "accord-cadre" pour l'application de l'autonomie administrative, contrairement à la volonté globale exprimée par les masses de notre peuple de rejeter ce projet liquidateur et de le faire échouer.

Ceci a lieu au moment où le gouvernement Rabin, appuyé par les Etats-Unis, intensifie ses tentatives sur tous les fronts pour diviser les rangs arabes, semer la dissension entre les différentes parties arabes pour les affaiblir toutes et leur imposer des règlements partiels, séparés et liquidateurs. (...) »

» La DU des deux Fronts appelle les masses de notre peuple à poursuivre et intensifier leur mobilisation pour mettre un terme à la politique des concessions déshonorantes et faire échouer le projet de l'autonomie administrative ainsi que les plans de fixation [des Palestiniens dans les pays arabes de la diaspora, ndlr] et d'expulsion.

» La dimension dangereuse atteinte par cette politique qui risque d'avoir des conséquences terribles pour l'unité nationale de notre peuple et sa cause, exige de tous de se placer au niveau de la responsabilité nationale, de cesser de tourner le dos aux principes nationaux communs et de restaurer le cadre de l'unité et de l'unanimité nationales. (...) » ★

6 octobre 1992



Le phare de la honte



Cinq cent ans après, Saint Domingue vient d'offrir à nouveau l'image odieuse de la mitraille soldatesque et du matraquage "évangéliste" tandis que se déroulaient, sous la protection de l'armée, les célébrations officielles de la "Découverte" (voir *Inprecor* n° 359 du 25 septembre 1992).

Par ailleurs, divers actes symboliques et manifestations ont été organisés, et souvent réprimés, un peu partout en Amérique latine, le 12 octobre, sous le mot d'ordre "500 ans de résistance indigène et populaire" — au Mexique, en Equateur, au Chili, en Argentine, etc.

Andy BROCK



DES SOLDATS fortement armés à tous les coins de rue. Tous les corps de police et d'armée en alerte pour interdire tout rassemblement ou manifestation.

La circulation interrompue à n'importe quel moment pour laisser passer les cortèges funèbres de dignitaires civils, militaires et religieux dans des avenues désertes. Les vendeurs ambulants interdits de paraître, les mendiants et "fous" ramassés sans ménagement pour être déversés dans les rues d'une ville de province. Le "mur de la honte" élevé autour du phare de Colomb pour boucher toute vue sur la misère qui nourrit la classe dirigeante et ses œuvres.

Tel est le pays, telles sont les circonstances choisies par Jean-Paul II pour relancer sa campagne d'"évangélisation" de l'Amérique latine (1). A nouveau, 500 ans plus tard, la violence des soudards accompagne la conquête des âmes.

Bien des catholiques et leurs prêtres posent la question : comment le pape a-t-il pu accepter de telles circonstances pour réunir la IV^e Conférence générale de l'épiscopat latino-américain (CELAM) ?

Ignorance ? Sûrement pas. Le président Balaguer avait annoncé depuis des années le caractère qu'il entendait donner aux célébrations du Ve centenaire. Pas question ici de "commémorer" un événement historique pour le moins douloureux (le génocide de dizaines de millions d'Indiens, l'esclavage des Africains et le saccage colonial), même pas question de célébrer la "Rencontre de

deux mondes" (version fadasse social-démocrate). A Saint Domingue, le président Balaguer, vieillard aveugle de 86 ans, avait décidé de couronner sa carrière de timonier héritier de Trujillo par une grande fête de l'Occident chrétien : le Ve centenaire de la "Découverte et de l'Évangélisation des Amériques".

Pour cela, il lui fallait un monument à la gloire de Colomb : une débauche de béton et de marbre rose italien en forme de croix couchée, surmontée de rayons lasers qui traquent une autre croix dans le ciel. Crucifié il y a 500 ans, ce pays l'est une deuxième fois. Ce monument funéraire d'architecture mussolinienne fut construit au prix de milliers de délogés et de 70 millions de dollars.

Les coulisses du phare de Colomb

En attendant, les Dominicains subissent tous les jours des coupures de courant, les hôpitaux laissent mourir les malades, faute d'oxygène, d'antibiotiques, de seringues ou même de coton, les rues sont jonchées d'immondices. Les 45 000 cas de seropositivité, associés à la tuberculose, qui frappe 300 000 personnes dans la seule capitale, menacent de décimer la population.

Le pouvoir d'achat de 90 % de la population recule depuis 20 ans. Les fonctionnaires n'ont plus guère d'autre préoccupation que le trafic d'influence. 110 000 personnes, dont 11 000 ont péri en mer, se sont converties en *boat-people* en 1991 ; des dizaines de milliers de femmes ont déjà fui à l'étranger pour vendre leur corps ou alimentent le "boom" touristique.

Les réseaux de drogue des militaires dominicains tissent leur maille avec la mafia des Etats-Unis et les putschistes haïtiens. Ajoutons enfin que la République Domini-

caine est, avec Haïti et les Iles Maldives, le pays qui consacre la plus petite part de son produit intérieur brut (PIB) à l'éducation, soit 1,3 % (2).

Balaguer a souhaité, comme il y a 500 ans, associer étroitement l'Eglise catholique à sa grande fête coloniale. En dépit des multiples interventions de catholiques et laïcs, le pape est bel et bien venu à cette invitation.

Son hôte, Balaguer, est pourtant connu : serviteur fidèle du tyran Trujillo pendant des dizaines d'années, artisan de la campagne raciste qui conduisit au massacre de 17 000 Haïtiens en 1937, marionnette remise au pouvoir en 1966 par l'invasion des Etats-Unis. Il y est toujours, par la grâce des Etats-Unis, de la fraude électorale et du discrédit de l'opposition social-démocrate, vautrée dans la corruption pendant un intermède de huit ans (1978-1986).

Echec aux patriarches

Depuis des mois, les organisations populaires avaient annoncé leur refus de participer à une telle fête, même avec le pape. Balaguer et la classe dominante pensaient bien les faire taire.

Aux menaces et aux contrôles policiers depuis des mois, a suivi l'assassinat, le 20 septembre, dans la capitale, du jeune avocat Efraim Ortiz, alors qu'il chantait avec un groupe d'enfants dans une marche de la "Campagne continentale 500 ans de résistance indigène, noire et populaire", puis l'assassinat d'un manifestant à Azua ainsi que des dizaines de blessés et des centaines d'arrestations dans différentes villes. Cela n'a pas empêché un débat critique, la tenue les 2 et 3 octobre d'un festival de culture populaire "500 tambours d'identité" et des protestations incessantes sous toutes les formes.

Aucun des chefs d'Etat attendus pour l'inauguration du phare de Colomb ne s'est déplacé. Le flot touristique attendu n'a pas eu lieu. Seul le pape et ses évêques sont venus pour lancer la grande campagne de "ré-évangélisation" des Amériques. Pendant que le pape maniait le goupillon, Balaguer a continué à faire tomber ses coups de sabre : pas un jour sans protestation, sans agressions policières, sans blessés et arrestations. Un bien mauvais départ : la messe devant le phare n'a rassemblé environ que 30 000 personnes.

La ferveur religieuse et les foules des précédentes visites était absente. Depuis des mois, le cardinal primat des Amériques, le dominicain Nicolas de Jesus Lopez, avait dénoncé la campagne contre les célébrations du V centenaire comme une conspiration marxiste, féministe et écologiste. Un peu

1) Voir *Inprecor* n° 360 du 9 octobre 1992.

2) Voir *Inprecor* n° 351 du 24 avril 1992.

court : le principal artisan du rejet massif de la fête à Colomb est le peuple dominicain, majoritairement catholique, mais las de voguer pendant 500 ans de caravelle en galère.

Le pape est parti goupillon bas le 14 octobre. Quant au CELAM, il est trop tôt pour en analyser les résultats. Mais le ton a déjà été donné il y a un an dans la République voisine d'Haïti : le Vatican est le seul Etat à avoir immédiatement reconnu le gouvernement macoute, proclamé sur des milliers de cadavres après le coup d'Etat contre

un prêtre, Jean-Bertrand Aristide. Il est toujours le seul. Que Dieu reconnaisse les siens. Un fait significatif : les deux grands partis d'opposition — le Parti révolutionnaire démocratique (PRD, social-démocrate) et le Parti libéral démocratique (PLD de Juan Bosch) — ne sont pratiquement pas intervenus dans le débat, et pas du tout dans les mobilisations. Un signe de plus que la recomposition de la gauche est nécessaire et attendue. ★

15 octobre 1992



Les indigènes exploités jusqu'à la mort des plantations de la United Fruit company, qui, durant la première moitié de ce siècle, régna et dirigea le Guatemala et une bonne partie de l'Amérique centrale, avec son monopole sur les transports ferroviaires et maritimes, avec ses immenses propriétés et ses gouvernements fantoches. Les dirigeants ouvriers, étudiants et les militants de l'opposition en général, qui, en 1933, furent assassinés sur ordre du dictateur Ubico. Tous ceux qui furent assassinés par les bombardiers nord-américains, en 1954, qui marquèrent la fin de l'ère des réformes d'Arévalo et d'Arbenz, et le début des gouvernements civils et militaires, responsables d'une répression féroce qui se poursuit. Ce prix, comme celui attribué à l'Argentin Adolfo Perez Esquivel, en 1980, est celui des milliers de détenus-disparus du Guatemala et de toute l'Amérique latine.

Mais, surtout, Rigoberta représente les centaines de milliers d'indigènes, paysans, étudiants et travailleurs qui luttent aujourd'hui au Guatemala ; dans des organisations sociales, comme le Comité d'unité paysanne (CUC, fondé et dirigée par Rigoberta Menchu), la Coordination nationale des veuves du Guatemala, l'Association des étudiants universitaires, l'Unité d'action syndicale et populaire, etc. ; ou même les organisations armées, réunies dans l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG).

La voix de Rigoberta Menchu reprend les mots du poète guatémaltèque, Otto René Castillo : « *Comprenez alors, la pauvreté de mon pays et ma douleur et l'angoisse de tous. Si quand je dis : Pain ! On me dit : Tais-toi ! Et quand je dis : Liberté ! On me dit : Meurt ! Mais je ne me tais pas, je ne meurs pas. Je vis et je lutte. Et cela affole ceux qui commandent mon pays. Parce que si je vis, et si je lutte, je contribue à faire naître le jour. Et de cette manière la victoire naît même dans les heures les plus amères.* » ★

21 octobre 1992

GUATEMALA

Rigoberta, prix Nobel de la paix

Le 16 octobre 1992, Rigoberta Menchu a reçu le prix Nobel de la paix 1992. Dirigeante indigène et paysanne guatémaltèque, elle vit en exil au Mexique depuis une dizaine d'années (1).

Ulises MARTINEZ FLORES



INTERROGEE peu avant la nouvelle, sur ce que signifiait pour elle ce prix, Rigoberta Menchu a déclaré : « *Ce serait une grande responsabilité, parce que je représente beaucoup de gens qui ont beaucoup souffert.* »

Certains voudraient voir le prix Nobel de la paix 1992 comme le couronnement de l'année du Ve centenaire de la "Découverte", ce qu'il est certainement. De ce point de vue, l'attribution du prix Nobel à Rigoberta Menchu a une signification particulière parmi la multitude de manifestations de cette année controversée ; cette décision bouscule, de plus, ceux qui prétendaient célébrer 1992 dans une parfaite neutralité, par rapport aux événements et aux conditions mêmes de la Conquête. Cela laisse sans voix ceux qui avaient pris ouvertement fait et cause pour les héritiers des conquistadores. Le contraste est évident entre ceux qui ont décidé d'attribuer ce prix à Rigober-

ta Menchu et ceux qui, comme Jean-Paul II, (voir l'article en p. 21) ont évité de prendre position dans la polémique, tout en s'inclinant devant les dictateurs comme celui de la République Dominicaine, Balaguer, dans le cadre de célébrations officielles fort contestées par la population !

Le gouvernement guatémaltèque a évidemment été parmi les plus gênés par la nomination de Rigoberta Menchu : la veille, le ministre des Affaires étrangères ne déclarait-il pas « *qu'elle était liée à certains groupes qui ont causé de graves dommages au Guatemala* » (2) ; le lendemain, le président du Guatemala, Jorge Serrano, rectifiait le tir en affirmant que le Nobel était « *la reconnaissance de l'effort de toutes les communautés indigènes pour améliorer leurs conditions de vie* » (3).

Cependant, en marge de ces déclarations, Rigoberta Menchu et Jorge Serrano sont les héritiers et les acteurs de luttes antagonistes.

Entre 1978 et 1980, Rigoberta a perdu une partie de sa famille, assassinée par les divers corps de sécurité du gouvernement guatémaltèque. Sans doute, Jorge Serrano ne peut être tenu pour le responsable direct de ces faits ; mais il est à l'origine de beaucoup d'autres crimes ; sans parler de la responsabilité du gouvernement dans les 398 assassinats qui ont déjà eu lieu en 1992 dans le pays, d'après la Commission des droits de l'homme du Guatemala.

Toutes ces victimes se retrouvent dans le prix Nobel de la paix 1992... et beaucoup d'autres encore, à l'intérieur et à l'extérieur du Guatemala.

1) Voir *Inprecor* n° 353 et 360 des 22 mai et 9 octobre 1992.
2) *El Pais*, 17 octobre 1992.
3) *Idem*.

Des fissures dans le bipartisme



Au-delà des allées et venues médiatiques du candidat "trouble-fête", Ross Perot, la campagne présidentielle de 1992, aux Etats-Unis, laissera des traces. D'une part, le rejet par la population de la politique traditionnelle a contraint les candidats à aborder quelquefois les vrais problèmes. De l'autre, l'apparition d'une série de nouveaux regroupements politiques indépendants constitue aussi un événement.

Keith MANN



LA PREMIERE nouveauté est constituée par le rejet sans ambiguïté de la politique traditionnelle par

de larges couches de la population des Etats-Unis.

Ce sentiment s'est exprimé sous au moins deux formes. Tout d'abord, par le soutien massif apporté aux candidats qui se présentaient comme des "trouble-fête" du bipartisme. Le plus connu étant le milliardaire texan, Ross Perot (1). Bien que Perot, en reprenant la course électorale en septembre 1992, n'ait pas retrouvé, loin s'en faut, sa popularité de l'été 1992, la volatilité de l'électorat — produit du manque d'enthousiasme pour Bush ou Clinton et du dégoût pour la politique traditionnelle — a jeté le trouble quant au dénouement réel des élections tout au long des dernières étapes de la campagne.

Par ailleurs, on a assisté au rejet net de tout candidat qui ne faisait pas au moins l'effort de se concentrer sur des questions concrètes plutôt que sur le *show business* ridicule qui a souvent dominé la politique aux Etats-Unis.

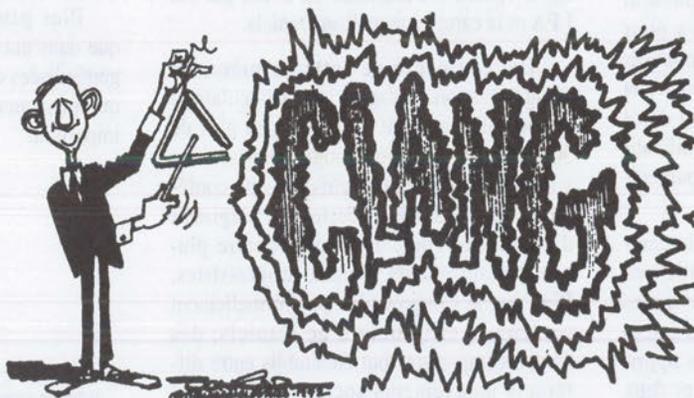
En ce sens, la campagne de 1992 contraste singulièrement avec celle de 1988. Celles-ci avaient été, même selon les critères en vigueur aux Etats-Unis, particulièrement creuses, sans refléter, ne serait-ce que de façon défor-

mée, les problèmes pressants du pays. La campagne de Bush avait, avec succès, fait de la politique pénitentiaire "libérale" du candidat démocrate, Michael Dukakis, alors que celui-ci était gouverneur de l'Etat du Massachusetts, le centre de sa campagne victorieuse — en fait une façon à peine voilée de flatter les sentiments racistes des Blancs (2).

Le guerrier aux pieds d'argile

Pour ces premières élections, où aucune menace étrangère ne peut plus être utilisée pour faire diversion face aux problèmes quotidiens des travailleurs, il s'est avéré considérablement plus difficile de faire campagne sur des questions hors-sujet.

George Bush, qui bénéficiait de 91 % d'opinions favorables dans les sondages après la guerre du Golfe, a vu sa popularité s'effriter ; ni lui ni son parti n'ont été capables d'apporter des solutions à la profonde crise économique qui frappe le pays (3). L'économie dominée par la crise s'est imposée au centre de la campagne et les tentatives de Bush pour attirer l'attention sur les démêlés de Clinton avec son service militaire se sont retournées contre lui. La campagne réactionnaire, misogyne, contre



les homosexuels et autour des "valeurs de la famille", déclenchée par les républicains à la suite du soulèvement de Los Angeles, a été, de même, mise aux oubliettes faute de résonnant.

Il est évident que bon nombre de travailleurs et de membres des classes moyennes sont à la recherche de solutions concrètes à leurs problèmes matériels pressants. Depuis son retour sur la scène, contrairement au début de sa campagne, Perot a été contraint de fournir des précisions concernant son programme économique. L'intérêt qui existe pour des solutions réelles aux problèmes véritables explique aussi pourquoi les arides ouvrages politiques publiés par Perot, d'une part, Clinton et Gore, de l'autre, sont si bien placés dans la liste des *best-sellers*.

Un autre fait nouveau qui a été mis en lumière par ces élections est le tournant à droite du Parti démocrate. Pendant longtemps, les démocrates ont cherché à se débarrasser de la réputation qu'ils avaient d'être les dépositaires d'"intérêts particuliers", c'est-à-dire d'être bienveillants pour les intérêts des classes populaires. Clinton et son colistier, Al Gore, représentent un nouveau type de "démocrates modérés" qui rompent avec l'image du parti prônant des programmes sociaux coûteux. La campagne de Clinton, en même temps qu'elle s'adressait au mouvement ouvrier avec les vagues promesses traditionnelles des démocrates, faisait des appels du pied aux milieux des affaires.

L'offensive de charme de Clinton

Même si la plupart des chefs d'entreprise continuent d'apporter un tiède soutien à Bush en tant que candidat républicain, l'un des événements les plus intéressants de cette campagne est constitué par les efforts relativement fructueux de Clinton pour séduire les riches industriels. En fait, depuis les appels de Lyndon Johnson aux patrons de l'industrie pétrolière texane et autres capitaines d'industrie, jamais un démocrate n'avait compté sur autant d'industriels et de présidents directeurs généraux républicains. Par exemple, les 210 membres de la Coalition nationale pour l'industrie de pointe, qui inclut d'immenses groupes comme Johnson et Johnson et IBM, ont récemment écrit à Clinton pour le féliciter

1) Voir *Inprecor* n° 357 du 17 juillet 1992.

2) Le droit de sortie le week-end avait été accordé aux prisonniers méritants. Lors d'une telle permission, Willie Horton, un Noir emprisonné pour viol, avait violé et tué une femme.

3) Voir *Inprecor* n° 345, 346 et 352 des 31 janvier, 14 février et 8 mai 1992.

de son programme favorable aux affaires. Ce faisant, ils lui ont accordé plus d'égards qu'à George Bush — un homme dont l'engagement pour le système capitaliste et les entreprises des Etats-Unis ne peut pourtant pas être mis en doute. Robert Johnson, le président de la Western Digital Corporation, un républicain dévoué, remarquait après un entretien avec Clinton : « *J'ai réalisé que je ne discutais pas avec un démocrate traditionnel.* »

Même certains secteurs de l'industrie de la défense soutiennent Clinton, en dépit de ses appels à des réductions des dépenses militaires, car il a manifesté son empressement pour que le gouvernement intervienne et trouve de nouveaux marchés pour l'industrie d'armement.

Il est probable que les actuelles élections présidentielles marquent la fin de l'hégémonie du "marché libre" dans le sens reaganien, du tout-investissement privé en lequel croyaient les républicains et la majeure partie de la bourgeoisie des Etats-Unis durant les années 80. L'incapacité de Bush et de ses conseillers à proposer un programme économique qui aille au-delà des diminutions d'impôts pour les riches et un minimum d'intervention du gouvernement, explique le déclin de la confiance que de nombreux capitalistes plaçaient en Bush et les républicains, tout autant que son caractère amorphe et passif. Dans son édition européenne des 25-26 septembre 1992, le *Wall Street Journal* explique cette nouvelle attitude en affirmant que « *beaucoup d'hommes d'affaires importants sont convaincus que les démocrates, avec leur conception d'un gouvernement plus interventionniste, ne sont pas forcément une mauvaise chose pour les affaires nord-américaines.* »

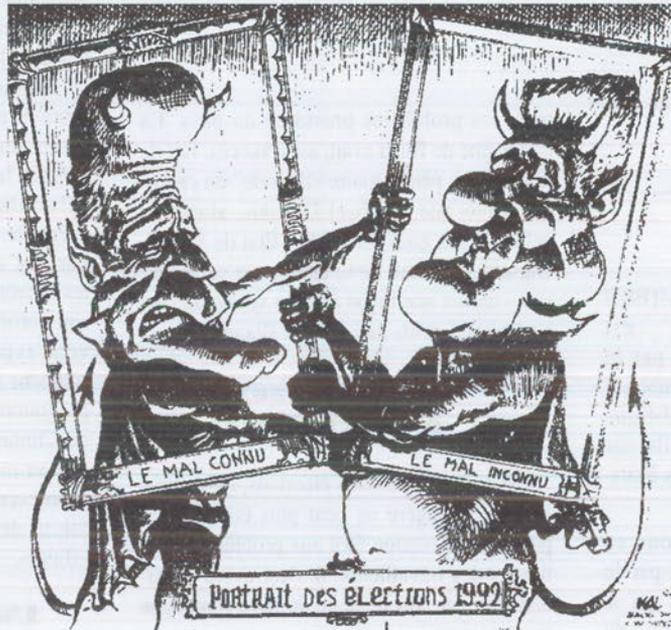
Bien que Clinton ait clairement fait savoir qu'il rejetait la politique libérale modérément réformiste qui caractérisait jusque-là le Parti démocrate, il demeure favorable aux interventions de l'Etat dans l'économie. La sympathie que semblent éprouver de nombreux capitalistes pour Clinton et son projet d'investir 200 milliards de dollars dans l'enseignement, les études et les infrastructures, représente le début de ce qui pourrait être un changement significatif dans la philosophie politique de la bourgeoisie.

Un autre aspect intéressant de la campagne a été l'évolution des trois initiatives politiques progressistes et indépendantes animées, ces derniers temps, par des forces qui appelaient les travailleurs et les opprimés des Etats-Unis à rompre avec les deux

partis traditionnels. Il s'agit des initiatives des Partisans d'un Parti du travail (LPA) et pour un Parti du XXIe siècle et de la "Campagne pour un nouveau lendemain" qui présentait un vétéran du mouvement noir, Ron Daniels, pour les présidentielles (4).

Les prémisses d'une alternative ?

Le Parti du XXIe siècle a été créé lors d'un congrès qui s'est tenu à Washington, les 29 et 30 août 1992. Ce congrès était l'aboutissement de la campagne lancée après la convention de 1989 de l'Organisation



nationale des femmes (NOW). Son programme, dont une partie est connue comme la "charte des droits étendus", est un programme de réformes radicales d'un point de vue essentiellement féministe — mais pas exclusivement. L'aspect le plus important de la fondation de ce parti, abstraction faite de ses faiblesses et ses insuffisances, est qu'il s'appuie sur un mouvement social progressiste — le mouvement des femmes —, il devrait donc avoir les moyens de populariser l'idée d'une action politique indépendante, qui a également été mise en avant par les LPA et la campagne de Ron Daniels.

Dans le cadre de cette dernière, un Congrès national progressiste et populaire a été organisé, en août 1992. Un peu plus de 300 militants de divers mouvements sociaux y ont participé. Les objectifs de cette conférence étaient assez modestes : il s'agissait d'établir des contacts réguliers entre plusieurs mouvements sociaux progressistes. Bien que le Congrès n'ait pas formellement soutenu la candidature de Daniels, des contacts importants ont été établis entre différents mouvements sociaux et ceux qui

militaient pour une action politique indépendante, qui vont sans doute encourager la discussion au sein de ces mouvements.

L'initiative des Partisans d'un Parti du travail, lancée par Tony Mazzocci, un dirigeant du Syndicat des travailleurs des industries du pétrole, chimique et atomique, est toujours relativement isolée car les directions syndicales réformistes continuent à soutenir le Parti démocrate et la candidature Clinton. Pourtant, Mazzocci croit que l'objectif de gagner 100 000 travailleurs à l'idée d'un Parti du travail peut être atteinte d'ici à la fin de 1993. Il prétend s'appuyer sur des sondages montrant que 55 % des syndicalistes des Etats-Unis pensent qu'il est

temps de créer une telle organisation. Une fois cet objectif atteint, le LPA projette de lancer officiellement un Parti du travail.

Les vieux démons du suivisme

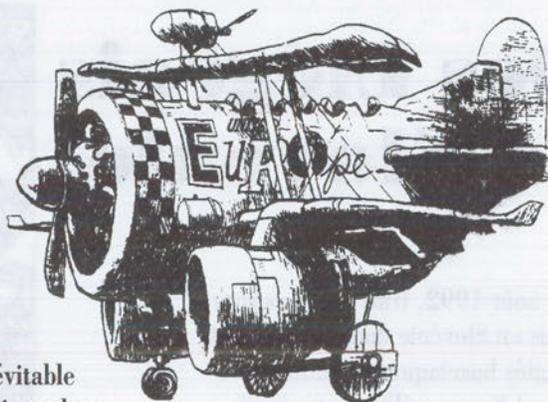
A l'approche des élections, des dirigeants de ces trois initiatives ont apporté leur soutien aux démocrates — dans certains cas ouvertement. Cette attitude a été encouragée par une certaine ambiguïté concernant les limites permises dans le soutien aux politiciens capitalistes "amicaux", présente dans la littérature de ces organisations. Cette stratégie vis-à-vis des démocrates prône la construction de l'alternative politique à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Parti démocrate. Malgré la faiblesse majeure de ces regroupements — faiblesse qui peut miner tous leurs projets — le fait qu'aucune d'entre elles n'ait pu utiliser les pressions du "réalisme" ou du "moindre mal" pour que leurs organisations soutiennent officiellement Clinton, atteste la force que le sentiment en faveur d'une rupture claire avec les démocrates a gagné. C'est, en particulier, le cas pour le Parti du XXIe siècle, alors que le droit à l'avortement est sérieusement menacé et que Bush fait campagne pour son interdiction tandis que Clinton défend ce droit.

Plus généralement, on peut constater que dans une période où les luttes ouvrières généralisées ont été rares, le soutien modeste qu'ont recueilli ces trois initiatives est déjà important. ★

20 octobre 1992

4) Sur ces initiatives voir *Inprecor* n° 345 du 31 janvier 1992.

L'éclatement des "non"



Après le référendum sur la ratification du Traité de Maastricht, le 2 juin 1992 (voir *Inprecor* n° 355 du 19 juin 1992), il semblait inévitable que l'initiative politique serait reprise par les partis politiques traditionnels et le gouvernement danois. La campagne contre Maastricht avait rassemblé des gens sur le non — mais pas autour d'une alternative générale commune, ni même d'une réponse unifiée face à la situation que ne manquerait pas de créer le référendum.

Age SKOVRIND



SI le résultat du référendum danois s'explique aussi par un certain rejet du gouvernement en place, ce dernier n'a jamais été réellement remis en question. La social-démocratie traditionnelle a demandé la tenue de nouvelles élections sans en faire un enjeu central.

Au Parlement, le non n'est représenté que par le Parti socialiste du peuple (Socialistisk Folksparti, SF, réformiste de gauche) qui détient 15 sièges, et par le Parti du progrès d'extrême droite, avec 12 sièges (1).

Le gouvernement a lancé un appel à l'unité et à la collaboration de tous les partis pour trouver une issue aussi favorable que possible à « la situation extrêmement difficile qu'affrontera le Danemark lors des prochaines négociations avec la Communauté économique (CE) ». Le Parti du progrès lui a répondu en campant plutôt fermement sur le non, et en expliquant — avec une ligne étroitement nationaliste — qu'il n'y a rien à négocier ; le SF semble plus enclin à une interprétation "positive" des raisons qui ont favorisé le non — interprétation qui devrait, en fait, légitimer à terme un nouvel accord entre le Danemark et la CE.

Une telle position est étroitement conditionnée par le jeu politique intérieur et par l'éventualité de la formation d'un nouveau gouvernement conduit par la social-démocratie à l'issue des prochaines élections. SF s'efforce donc de préserver une certaine influence, voire une participation, dans un tel gouvernement — cela lui impose un cours modéré.

Cependant, l'aboutissement à un accord entre ce pays et la CE qui, d'un côté, serait soutenu par le SF et, qui, de l'autre, plairait à la bureaucratie de la CE, semble fort peu probable. Le SF sera surtout gêné par les dispositions de l'Union économique et monétaire — un de ses principaux arguments contre le Traité. D'ailleurs, un compromis entre le SF et le gouvernement, qui devrait se faire dans les mois qui viennent, aura probablement beaucoup de difficultés à être concrétisé dans les négociations avec les tenants de la ligne dure pro-CE.

Les raisons d'un divorce

En ce qui concerne les formations extraparlimentaires, le Mouvement populaire contre la CE (2) a éclaté lors de sa conférence nationale de septembre 1992. Trois de ses quatre députés européens ont rejoint le nouveau Mouvement de juin, suivis par la plupart de ses porte-parole connus. Dans le Mouvement populaire, il reste donc de nombreux militants de terrain, plusieurs groupes d'extrême gauche (surtout staliniens) et le noyau dur des nationalistes.

Il faut signaler que ni le Mouvement populaire ni aucun autre groupe de la campagne pour le non ne sont des mouvements de masse. On y trouve un nombre relativement peu important de militants. A ce niveau, la situation est très différente de 1972 — et de celle qui semble maintenant se dessiner en Suède ou en Norvège.

L'éclatement du Mouvement populaire s'explique par plusieurs facteurs, dont les rivalités personnelles et la gestion financière du mouvement ; mais cette division couve depuis plusieurs années — elle était claire avant même le référendum. Les dirigeants nationaux du Mouvement avaient déjà lancé Danemark 92, qui est devenu le Mouvement de juin après le référendum. Contrairement

au Mouvement populaire, Danemark 92 ne se déterminait pas contre la CE en tant que telle. Il ne s'opposait qu'au Traité de Maastricht ; il s'était consciemment constitué comme un mouvement large. Néanmoins, si la lutte contre l'Union était centrale lors de sa création, on assiste désormais à un changement d'orientation réel de la part de ce mouvement qui accepte les institutions de la CE et qui développe, en matière de politique intérieure, une ligne "réaliste".

Durant l'été 1992, tous les gouvernements étaient dans l'attente du résultat du référendum français. Mais depuis, la situation générale ne s'est guère clarifiée ; au contraire, de nouveaux problèmes surgissent en Grande-Bretagne, par exemple, concernant la ratification du Traité. Ce n'est que dans les dernières semaines que le gouvernement de Copenhague a officiellement entamé une discussion sur le "problème danois" avec ses homologues de la CE.

Le Mouvement de juin a demandé à participer aux discussions avec les autres partis politiques mais, jusqu'à présent, le gouvernement s'y est refusé. Le Mouvement souligne que le Traité de Maastricht est mort et que la condition préalable à tout nouvel accord entre le Danemark et la CE est l'ouverture de celle-ci aux autres pays qui demanderaient leur adhésion.

Il est fort probable qu'un nouveau référendum sera organisé en 1993, ce qui peut relancer les discussions et les campagnes. Mais, entre temps, le gouvernement danois aura du mal à parvenir à un compromis qui soit à la fois soutenu par la majorité parlementaire, accepté par la CE et qui puisse être approuvé dans une consultation référendaire. Ce ne sera pas une tâche facile ! ★

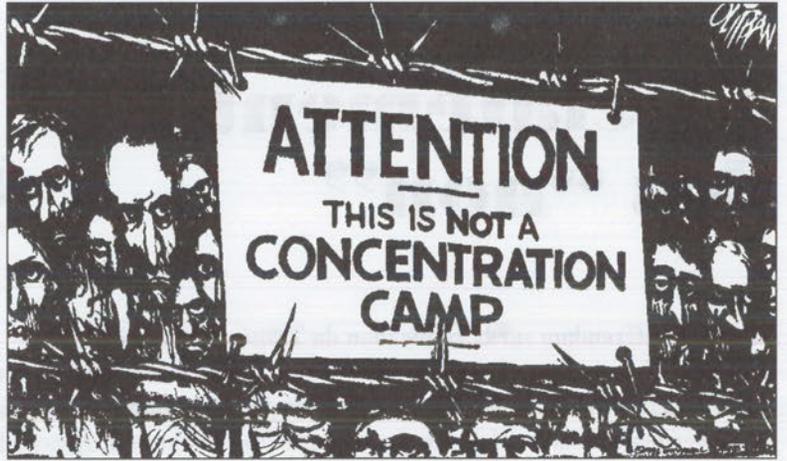
Copenhague, 9 octobre 1992

1) Le Parlement danois a 175 sièges — plus deux supplémentaires attribués au Groenland et deux autres aux Iles Féroé.

2) Le Mouvement populaire contre la CE fut créé en 1972, avant le référendum sur l'intégration du Danemark à la CE. Il obtint quatre des 16 sièges danois aux dernières élections européennes.

Des Liégeois en Slovénie

Fin août 1992, trois Liégeois sont partis en Slovénie dans les camps de réfugiés bosniaques musulmans, Marcel Brose, militant associatif, Maurice Mordant et José Garcia, membres du Front antifasciste.



« Attention. Ce n'est pas un camp de concentration. »

LA GAUCHE : Comment réagit la population slovène dans le conflit ?

MAURICE : La population se sent à l'abri d'une guerre parce qu'ici un compromis est intervenu : l'armée fédérale a cessé les combats, réintégré les casernes, puis organisé son évacuation.

Dès que la guerre s'est précisée en Bosnie, des réfugiés sont arrivés d'abord dans les familles, puis il a fallu ouvrir des centres dans les casernes vides. Il y a actuellement 70 000 réfugiés en Slovénie, dont la moitié sont des enfants (1). L'attitude du gouvernement a été très correcte jusqu'à présent et l'accueil de la population est spontané. Mais l'afflux croissant de réfugiés risque de modifier les choses : il entraîne une augmentation brutale de la population de 3 % et ce dans un Etat qui a perdu ses marchés du Sud et qui n'est guère apte à en gagner à l'Ouest — un Etat en crise économique.

◆ Quel était l'objectif du voyage ?

MARCEL : Etablir des contacts pour pouvoir parler clairement de la situation aux médias et aux amis qui embrayeraient sur des projets de solidarité.

Mais, pour nous, l'aide humanitaire est liée à un autre combat, le combat antifasciste. Dans l'ancienne Yougoslavie, les choses sont claires : il y a conquête territoriale et des Etats forts se mettent en place. Il faut aider les gens à lutter contre le fascisme, y compris par l'aide humanitaire.

Notre point de chute était un camp au centre de Ljubljana. Selon notre principe d'aide sans intermédiaires, nous avons placé notre confiance en quelques personnes qui ont distribué elles-mêmes ce qu'on avait apporté, principalement dans des familles avec des orphelins.

La distribution s'est faite par l'autogestion des réfugiés. Nous avons deux petits projets que nous pouvons concrétiser dès

notre prochain voyage — un atelier de couture pour les femmes (le désœuvrement est un problème social important) et du matériel pour les jeunes qui désirent un "coin à eux".

Mais il ne faut pas oublier que l'hiver approche et que les casernes sont très dégradées. Tout doit être réparé au niveau sanitaire, le chauffage, etc. Pour ces gros projets, nous prenons contact avec des organismes tel le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR).

Nous avons visité un camp, à Postojna, où des professeurs parmi les réfugiés essayaient de reconstituer les classes.

Sonja Lonkar, chef du groupe parlementaire de l'ancien Parti communiste (devenu Parti démocratique slovène) veut nous aider pour retrouver des camps qui auraient été peu ou pas aidés par les grands organismes. Ce qui est essentiel, à nos yeux, c'est d'entraîner une solidarité des travailleurs. Les métallos de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) de Liège nous apportent un soutien appréciable. Nous espérons que d'autres centrales vont suivre.

Cela doit motiver le mouvement ouvrier. Les gens là-bas ont peur de la montée de l'extrême droite.

◆ Quelle a été l'approche de ton voyage en tant que militant antifasciste ?

JOSE : On avait des notions historiques sur les mouvements tchetniks (les ultranationalistes serbes) et oustachis (fascistes croates), et on entendait parler d'"épuration ethnique". On a voulu se rendre compte sur place.

En parlant avec des réfugiés, on a constaté qu'il s'agit bien de cela ; les populations de villages entiers de Bosnie sont évacuées avec une volonté délibérée d'occuper les territoires non seulement militairement, mais aussi ethniquement. C'est une agression de type fasciste.

◆ Qu'en est-il du mouvement pacifiste ?

MAURICE : Ce n'est pas un mouvement structuré comme en Belgique, par exemple. D'abord, en raison de la division en Etats différents. Ensuite, les pacifistes sont divisés entre eux sur des questions comme l'intervention étrangère, la présence des Nations-Unies, etc. Leur contribution à la paix se concentre sur l'aide aux réfugiés.

◆ Et l'extrême droite ?

JOSE : Pendant longtemps, c'est une "vérité" unique qui a circulé, parmi les jeunes notamment. Maintenant, avec le multipartisme, il y a une tendance généralisée à réexpliquer l'histoire. Des failles apparaissent dans la "vérité". On découvre, par exemple, que des milliers de réfugiés de droite renvoyés en Yougoslavie ont été massacrés par les partisans.

L'extrême droite utilise évidemment cet épisode. Les adultes se souviennent des atrocités fascistes, mais pas les jeunes. Cela crée un profond désarroi, qui se mêle à celui de la crise sociale — 100 000 chômeurs en Slovénie, sur une population de 2 millions de personnes !

Il y a déjà eu des manifestations antiréfugiés et des affrontements avec des skinheads. Si le conflit dure, il risque d'y avoir en retour chez les jeunes Musulmans une radicalisation de type intégriste — le plus gros de l'aide jusqu'à présent vient des pays musulmans.

C'est donc très important de pouvoir montrer que l'aide que nous apportons est une aide des forces de gauche, une aide antifasciste. ★

La Gauche, septembre 1992

1) Voir *Inprecor* n° 360 du 8 octobre 1992.

La guerre en Bosnie-Herzégovine

SARAJEVO a symbolisé la possibilité des communautés serbe, croate et musulmane de vivre ensemble comme elles l'ont fait en Bosnie-Herzégovine pendant des siècles. La résistance de la population mixte de cette ville est donc un enjeu majeur pour le maintien d'une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique et pour renverser le cours de purification ethnique des nouveaux Etats issus de la crise yougoslave, en premier lieu en Serbie.

C'est pourquoi les nationalistes serbes, dirigés par Radovan Karadzic, après avoir proclamé une République autonome serbe (RAS) de Bosnie-Herzégovine pour construire une Grande-Serbie, veulent briser cette résistance en assiégeant la ville et en détruisant son unité.

C'est aussi pourquoi, malgré les proclamations formelles d'alliance entre le pouvoir croate et le président bosniaque Alija Izetbegovic, les nationalistes croates de Bosnie-Herzégovine, dirigés par Mate Boban, laissent asphyxier Sarajevo : car ils ont eux-aussi, en accord avec R. Karadzic, "libéré" "leur" Etat croate de l'Herzeg-Bosna.

Les uns comme les autres, en proportion de leur poids différent dans la population, se sont entendus pour un dépeçage de la Bosnie-Herzégovine en faveur des républiques serbe et croate. Tel était aussi le sens des rencontres secrètes entre Milosevic et Tudjman pendant la guerre en Croatie. Les uns comme les autres brandissent volontiers la pseudo-menace d'une république bosniaque islamiste, ignorant les courants laïcs actuellement dominants chez les Musulmans de cette république. Ces derniers sont, avec les populations mixtes des villes, les principales victimes de ce dépeçage et des massacres. Ils s'opposent aussi à cette même ligne défendue par les nationalistes croates et serbes, que l'on retrouve derrière le projet de découpage de la Bosnie-Herzégovine en cantons ethniques.

Le soutien apporté jusqu'alors à cette orientation par les autorités de la Communauté européenne (CE) et de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), la fermeture de leur "conférence de paix" aux mouvements antiguerre et aux partis antinationalistes qui demandaient à être entendus témoignent de la logique des puissances impérialistes qui dominent ces organismes : une logique peu soucieuse des intérêts réels des populations concernées. Les prises de position évolutives, sans principes et irresponsables depuis le début de la crise, illustrent également cette même défense étroite d'intérêts d'Etats dominants. C'est avec ce type de logique qu'ils interviendraient militairement. C'est pourquoi nous devons nous opposer à une intervention militaire impérialiste de la CE ou de l'ONU.

Une intervention militaire étrangère en Serbie porterait tort à l'opposition à Milosevic sans empêcher les agissements des groupes paramilitaires en Bosnie-Herzégovine. Elle ne supprimerait pas les causes de la guerre.

Quant à une intervention en Bosnie, elle se heurterait à une guerre de guérillas, sans front de lutte délimité avec toutes les chances de déclencher une "tempête des Balkans". L'enlèvement meurtrier, et non la paix, serait la réalité.

On ne peut accepter non plus que la présence des forces de l'ONU entérine des rapports de forces et des logiques de purification ethnique perpétrées par les factions paramilitaires serbes ou croates avec la complicité des pouvoirs républicains.

La seule issue réside dans le développement des résistances civiques et sociales, multi-ethniques, aux politiques réactionnaires et à tout exclusivisme ethnique ou religieux, qu'il soit serbe, croate ou musulman. L'enjeu premier est la défaite politique du nationalisme grand-serbe menaçant demain d'embraser le Kosovo, et de son miroir croate menaçant de "régler" par la force la résistance des Serbes de Croatie.

Il n'y aura pas d'issue progressiste à la crise et de paix durable sans solutions négociées par les intéressés eux-mêmes garantissant que le droit d'autodétermination des uns ne se réalise pas sur le dos des autres par la mise en place d'Etats-nations ethniquement purs.

Quatre priorités s'imposent dans ce contexte.

1. Compte tenu du rôle pivot de la situation politique en Serbie et de la responsabilité centrale de la ligne grand-serbe dans la guerre en court, multiplier les liens et soutiens aux forces de paix en Serbie — soutien au mouvement antiguerre et aux déserteurs, invitations de leurs porte-parole ; soutien au mouvement pacifiste étudiant et au syndicat indépendant ; soutien aux médias indépendants de Serbie (*Vreme*, *Borba*, *Radio 92*, en tout premier lieu) ; aide matérielle pour contrer l'effet pervers du blocus antiserbe contre l'expression de ces points de vue.

2. Soutien, notamment par jumelages, à toutes les communautés, villes et villages de Bosnie-Herzégovine, Croatie et Serbie qui se déclarent zones de paix et

**Voici la résolution adoptée par le
secrétariat unifié de la IVe
Internationale, le 10 octobre 1992.**

SU de la IVe INTERNATIONALE

résistent aux logiques de purification ethnique. Campagne pour imposer des moyens d'expression des mouvements multi-ethniques et multiculturels (radios libres, rencontres, temps d'antenne, concerts pour la paix, etc.). Soutien au Forum inter-ethnique en faisant connaître ses analyses et chartes des droits et libertés — voir par exemple, la Conférence des municipalités pour la Paix, à Skopje (Macédoine) les 6-9 novembre 1992.

3. Campagne politique contre le dépeçage de la Bosnie-Herzégovine et la logique des cantons ethniques, pour le désarmement des forces paramilitaires serbes et croates qui appuient cette logique ; pour une campagne en faveur du maximum d'aide politique et matérielle à toute résistance multi-ethnique pour briser l'isolement de Sarajevo. Pour une transparence absolue sur tous les camps de détention, pour un tribunal international de personnalités indépendantes contre les crimes relevant de la purification ethnique.

4. Aide aux réfugiés dans les pays d'accueil et dans les républiques de l'ancienne Yougoslavie, prioritairement orientée vers l'aide au retour volontaire dans les résidences d'origine et la protection, juridique et matérielle de ceux qui veulent résister à la purification ethnique.

Le 9 novembre 1992, journée d'action antiraciste, peut être l'occasion de cortèges et d'initiatives en soutien à la résistance de Sarajevo contre la politique de purification ethnique. ★

10 octobre 1992

Soutenir le mouvement antiguerre !

SLOVENIE

● Center za kulturo miru in nenasilja — Centre pour une culture de paix et de non-violence. Mestni trg 13 61000 Ljubljana, Slovénie Tél. 38-61-210 374. Fax. 224 666.

● Mouvement des femmes, Assemblée des citoyens (HCA), Sonja Lokar, Tomsiceva 5 61000 Ljubljana, Slovénie. Tél. 38-61-161 140. Fax. 215 855.

CROATIE

● Anti-ratne Kampanja (ARK) — Comité antiguerre de Zagreb. Tkalciceva 38 41000 Zagreb, Croatie. Tél. 38-41-422 495. Fax. 38-41-271 143.

● Demokratski forum — Forum démocratique de Rijeka c/o Sura Dumanic Tél. et fax. 38-51-713 291.

BOSNIE - HERZEGOVINE

● Centar za mir — Centre de paix de Sarajevo. Dobrovoljacka 11 71000 Sarajevo B. H. Tél. 38-71-214- 884. Fax. 646 455 - 663 730.

● Action antiguerre. U1 Hasana Kikica BR 8 71000 Sarajevo, B.H. Fax. 38-71-219 866.

SERBIE

● Center za antiratnu akciju — Comité antiguerre de Belgrade. Prote Mateje 6 YU 11000 Belgrade, Serbie. Tél. 38-11-431 298. Fax. 38-11-681 989.

● Assemblée des citoyens d'Helsinki c/o Sonja Licht, Omladinskih brigada 216 YU 11070 Belgrade, Serbie. Fax. 38-11-332 940.

● Mouvement de résistance civile. Mladena Stojanovica 4, YU 11040 Belgrade, Serbie. Tél. 38-11-668 324. Fax. 38-11-402 915.

● Syndicat indépendant de Belgrade

de NEZAVISNOST. Makedonsk 22/1 11000 Belgrade, Serbie. Tél. et fax. 38-11-325 453.

VOIVODINE

● Centre civique européen pour la résolution des conflits. Trg. Cara Jovana Nenada 15 YU 24000 Subotica. Voivodine, Serbie. Tél. 38-24-246000. Fax: 38-24-37116.

MONTENEGRO

● Comité des citoyens pour la paix. Hercegoyarka 15 YU 81000 Podgorica, Montenegro. Tél./Fax. 38-81-41914.

FRANCE

● Forum pour la paix en ex-fédération yougoslave. 2, rue Henry Barbusse 75005 Paris — Tél. 46 45 27 06.

● Comité de soutien au comité antiguerre de Belgrade. 32, rue Pierre Nicole 75005 Paris.

● Groupe d'action au mouvement antiguerre en Yougoslavie (GAMAY). c/o AEC. 71, Bd. Richard Lenoir 75011 Paris. Tél. 43 38 36 92.

● Association Sarajevo — Miryana Dizdarevic. 153, Av. du Maine 75014 Paris. Tél. 45 45 71 75.

Des publications indépendantes.

● VREME. Narodnog Fronta 45/VII Postanski fah 257, 11000 Belgrade, Serbie.

● MONITOR. Dalmatinska 52, 81000 Podgorica, Montenegro.

● DANAS. 41000 Zagreb, Croatie. Tél. 38-41-435846.

● OSLOBODENJE. Dzemela Bijedica 185, 71000 Sarajevo B. P. 663 Bosnie. Telex 44 OSLOB 5/44 60 82, Fax. 71 467 286. ★

L'«ennemi public numéro un»

JOZEF PINIOR fut longtemps considéré comme l'«ennemi public numéro un» par le régime du général Jaruzelski. Trésorier de Solidarité de la région de Basse-Silésie, il prit l'initiative, à la veille du coup d'Etat du 13 décembre 1981, de vider le compte en banque du syndicat et de mettre en lieu sûr un trésor de la guerre qui permit à Solidarité de se réorganiser dans la clandestinité. Il fut président de la direction régionale clandestine du syndicat et, de 1982 à 1987, membre de sa direction nationale. En mars 1990, lors du second congrès de Solidarité de sa région, il présenta un rapport détaillé sur les finances du syndicat durant la période clandestine et remis le reliquat — 50 000 dollars.

Son engagement lui valut plusieurs condamnations, sous des prétextes de droit commun. Accusé par le régime de «vol» de l'argent syndical, il vécut huit ans sous la menace continue de saisie de ses biens et salaires.

En mai 1988, alors qu'une nouvelle vague de grèves démarrait pour la légalisation de Solidarité, Jozef Pinior et ses camarades organisèrent un meeting à l'usine Dolmel de Wrocław. Les policiers intervinrent et finirent par embarquer les orateurs. Pinior resta en garde à vue durant cinq mois, puis fut condamné, en octobre 1988, à un an de prison avec sursis et à une amende équivalente à la durée de l'emprisonnement déjà effectué.

La chasse aux sorcières

Trois ans plus tard, après d'infructueuses recherches de travail, son casier judiciaire lui fermant toutes les portes, Jozef Pinior saisit le ministère de la Justice pour réclamer une révision extraordinaire de ses nombreux procès. D'autres militants de Solidarité avaient pu obtenir une telle réhabilitation, certains recevant même de fabuleuses compensations financières. Pinior, lui, ne réclame pas de l'argent, mais seulement un casier judiciaire vierge.

Mais c'est encore trop pour le ministre de la Justice, Zbigniew Dyka, de la très réactionnaire Union catholique nationale

Kafka est de retour en Pologne. Un des dirigeants historiques de Solidarité, Jozef Pinior, s'est vu refuser par le ministère de la Justice le droit de révision du procès en vertu duquel il fut condamné à la suite de grèves de 1988 pour la légalisation de Solidarité. Juriste de formation, considéré comme un condamné pénal, il fait ainsi l'objet d'une véritable interdiction professionnelle.

Jan MALEWSKI

(ZChN), qui a répondu à Pinior qu'il « n'y avait pas lieu de prendre en considération la demande et d'intercéder une révision extraordinaire dans cette affaire ». La relecture de l'acte d'accusation (fomentée par l'ancien régime) par le nouveau ministre mérite d'être citée : « Il en ressort de manière univoque que l'accusé J. Pinior a refusé de quitter l'enceinte de l'entreprise, où il se trouvait sans l'accord de la direction, et qu'il a opposé une résistance active aux fonctionnaires de la Garde industrielle et de ORMO qui sont intervenus. A la suite de l'échauffourée et de coups de pieds de l'accusé, K. Woznica a subi un gonflement et un bleuissement de la main droite, l'empêchant de s'en servir durant une période pouvant atteindre sept jours. (...) De même, il n'est pas possible de mettre en cause le jugement accusant J. Pinior d'avoir employé des termes insultants envers des personnes qui ont procédé à son arrestation et l'ont convoyé. »

Outre l'incroyable acharnement contre un dirigeant syndical, ce qu'on appelle déjà en Pologne l'«affaire Pinior» dévoile des velléités de mettre en cause le droit de grève. Vingt-huit commissions syndicales de Solidarité des plus grandes entreprises de Wrocław, la commission femmes de Solidarité de Basse-Silésie et le Comité de la jeunesse alternative ont été les premiers à protester (1), suivis par tous les députés de Wrocław de l'Union démocratique (2). Les députés de la Social-Démocratie (SDRP — issue de l'ancien Parti communiste) ont également élevé la voix, et l'un d'eux, Marek Mazurkiewicz, a expliqué à propos des charges retenues contre Pinior : « La loi pénale avait été, dans ce cas, employée de manière instrumentale pour isoler en prison

un représentant de l'opposition démocratique de gauche dangereux pour les autorités de l'époque » (3). Comparant le cas Pinior au cas Walesa (ce dernier s'engage également dans la grève de mai 1988), l'hebdomadaire *Nie* écrit : « La seule différence, c'est que Walesa a un travail, les autres grévistes sont également bien situés, en majorité sur des fauteils de dignitaires, et Pinior non, car il est resté un militant ouvrier de gauche. (...) Jozef Pinior doit rester un homme marqué, condamné pour une activité qui donne à d'autres le titre pour gouverner l'Etat. » (4). Ce qui est paradoxal, c'est de lire ces phrases dans le journal de l'ancien porte-parole du général Jaruzelski, alors que c'est un gouvernement issu de Solidarité qui s'acharne contre Pinior. ★

20 octobre 1992

1) Selon *Gazeta Wyborcza* (quotidien dirigé par Adam Michnik) du 29 septembre 1992 qui commente l'affaire sous le titre : «Un tribunal de la République de Pologne légalise la condamnation du dirigeant de Solidarité clandestin — Pinior toujours hors la loi».

2) Dont est issue l'actuelle Premier ministre, Hanna Suchocka.

3) Texte de l'interpellation à la Diète le 3 octobre 1992.

4) *Nie*, n° 39 du 24 septembre 1992.

SOLIDARITE !

La décision inique du ministre polonais de la Justice doit soulever l'indignation de tous ceux qui n'acceptent pas de voir bafoués la justice et les droits de l'homme, comme le droit de grève.

Pour protester, il faut écrire à :
Zbigniew Dyka, ministre de la Justice,
Ministerstwo Sprawiedliwosci, Al.
Ujazdowskie 11, 00-950 Warszawa, Skr.
poczt. 33, Pologne.

Copie à : Jozef Pinior, c/o
Pracowniczy Fundusz Przemyslowy,
Rekodzielnicza 16, 50-991 Wrocław,
Skr. Poczt. 1442, Pologne.

Jozef Pinior et ses camarades doivent également pouvoir faire face à d'exorbitants frais de justice pour obtenir une réhabilitation totale.

Envoyez le soutien financier par transfert bancaire à :

Jozef Pinior, Bank Zachodni,
Wrocław, Pologne, compte n° 389206-
01020386-017879-152-1. ★